



Territoire d'intelligences

A.R.S. Evreux, le - 6 FEV. 2013
de HAUTE NORMANDIE

20 FEV. 2013

DT 27

Courrier arrivée

PRÉFECTURE DE L'EURE

- 7 FEV. 2013

ARRIVEE

Monsieur LE PREFET
Préfecture de l'Eure
Direction de la réglementation
Bureau de la réglementation, des élections, du
commerce et de l'utilité publique
Boulevard Georges Chauvin
27022 EVREUX CEDEX

OBJET
REFERENCE
SUIVI PAR

Plan de secours alimentation en eau potable
Arrêté préfectoral n° DTARS - SE / 27-11
Charlotte CARIN ☎ 02.32.31.72.10
✉ ccarin@agglo-evreux.fr

20 FEV. 2013

COURRIER ARRIVÉE

Monsieur le Préfet,

Par lettre du 19 janvier 2013, vous m'avez notifié l'arrêté cité en objet et signé par vos soins le 16 janvier 2012.

Conformément à l'article 7 de cet arrêté de déclaration publique, je vous prie de trouver ci-joint le plan d'alerte et de secours pour l'alimentation en eau potable du secteur concerné par l'Unité de Traitement d'Eau Potable (UTEP) située à Arnières sur Iton.

Je vous informe également que l'attribution du marché de conduite d'opération pour la réalisation du schéma directeur d'adduction d'eau potable du Grand Evreux est en cours. A ce titre, le présent plan d'alerte et de secours sera mis à jour avec les données les plus récentes et au plus tard en 2014.

Les services du Grand Evreux Agglomération se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération la meilleure.

Michel Champredon



Le Président du Grand Evreux Agglomération
Maire d'Evreux

Michel Champredon

Michel CHAMPREDON

Vice Président du Département de l'Eure

P.J. : Plan d'alerte et de secours et ses annexes

Toute correspondance est à adresser à Monsieur le Président,
Hôtel d'Agglomération
9, rue Voltaire BP 243 27004 Evreux cedex
www.agglo-evreux.com

Reçu le :	13 FEV. 2013			
N° enregistrement				
DDT 27 SEBF	Attr.	Rép.	Avis	Info.
Chef de Service				
Adjoint				
PEP				
AETPE				
OAGSP				
MNFC				
Chargé Mission				
Mission NATURA 2000				
Observations:	13 FEV. 2013			
Diffusé le:				



Plan de secours pour l'alimentation en eau potable du secteur concerné par l'Unité de Traitement d'Eau Potable située à Arnières sur Iton

Charlotte CARIN

Mathieu RAYMOND

Pascal GOSSART

Janvier 2013

SOMMAIRE

1	OBJECTIFS ET CONTEXTE DU PLAN DE SECOURS.....	4
2	SYNOPTIQUE SIMPLIFIE DE L'ADDUCTION EN EAU POTABLE DE L'UTEP.....	4
3	LES PREMIERES ETAPES SUIVANT LA DECOUVERTE D'UNE POLLUTION.....	6
3.1	Constater.....	6
3.2	Alerter.....	7
3.3	Décider.....	8
3.3.1	Cas 1 : Pollution menaçant directement l'Iton en amont des forages.....	8
3.3.2	Cas 2 : Pollution du sol au sein d'un périmètre de protection éloignée.....	10
3.3.3	Cas 3 : Pollution de l'eau constatée aux forages.....	12
4	RESPONSABILITES ET MISSIONS DES DIFFERENTS ACTEURS :	15
4.1	Les responsabilités :.....	15
4.2	La Préfecture.....	15
4.3	L'ARS.....	16
4.4	Le SDIS.....	16
4.5	Les services chargés de la Police de l'eau.....	17
4.6	La gendarmerie et la police.....	17
4.7	Le Délégué Militaire Départemental (DMD).....	17
4.8	La DREAL.....	17
4.9	Les communes.....	17
4.10	Le Grand Evreux Agglomération.....	18
5	EXEMPLES DE SCENARIOS DE POLLUTION PREVUS DANS LE PLAN DE SECOURS.....	18
5.1	Pollution depuis une Installation Classée pour l'Environnement ou une STEP.....	18
5.2	Pollution depuis la future déviation d'Evreux.....	19
5.3	Pollution lors des travaux d'excavation liés à la construction de la déviation d'Evreux.....	19
5.4	Pollution depuis la RD 129.....	20
5.5	Pollution depuis la voie ferrée Evreux / Conches-en-Ouche.....	20
5.6	Pollution depuis la RD 60.....	20
5.7	Pollution depuis la RD 74.....	21
6	SCENARIOS DE COUPURE LES PLUS PROBABLES.....	22
6.1	Cas d'une pollution de l'ITON ou des forages de la vallée de l'Iton.....	22
6.2	Cas d'une pollution des forages des Coteaux de l'Iton.....	23
6.3	Cas d'une pollution des forages des coteaux de l'Iton qui persiste et atteint les forages de la vallée.....	23
6.4	Cas d'une pollution des forages de la Queue d'Hirondelle.....	23
7	ALIMENTATION EN EAU DE SECOURS.....	24
7.1	Les actions de secours possibles et leur rayon d'action.....	24
7.1.1	Les interconnexions.....	24
7.1.2	Le sur-pompage.....	25
7.1.3	Le citernage.....	25
7.1.4	La mise en place d'unités mobiles de traitement.....	27
7.1.5	L'eau embouteillée.....	31
7.2	Les solutions de secours à mettre en œuvre suivant les différents scénarios.....	32
7.2.1	Solutions à mettre en œuvre en cas de restriction de l'usage de l'eau.....	32
7.2.2	Solutions à mettre en œuvre en cas de coupure des forages ou d'arrêt de l'UTEP.....	33
8	FICHES TYPE.....	34
8.1	CONSTATER.....	35
8.2	Prélèvement d'urgence.....	38
8.3	Analyser l'eau et les polluants.....	40
8.4	Identification de produits transportés par voie routière.....	42

8.5	Limitier l'étendue, enlever et traiter un déversement accidentel.....	43
8.6	Avertissement de la population.....	46
8.7	Annuaire du plan de secours.....	48
8.8	Financement	48
8.9	Utilisation de camions-citernes	52
8.10	Distribution d'eau embouteillée	54

1 Objectifs et contexte du plan de secours

Le réseau d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine constitue un élément déterminant pour le fonctionnement de notre société. Il a en effet pour rôles principaux :

- de distribuer l'eau nécessaire à la satisfaction des impératifs alimentaires, au maintien de l'hygiène domestique et aux soins ;
- d'alimenter le milieu agricole et industriel, si ces derniers ne possèdent pas de réseaux privés d'adduction. A ce titre, les élevages et les industries agroalimentaires sont particulièrement concernés.
- Il permet en outre la protection contre l'incendie, l'arrosage des espaces verts et le nettoyage de la voirie.

L'ensemble de ces besoins doit être assuré en quantité et en qualité de façon continue. Il est donc impératif que l'ensemble des ouvrages de production, traitement, stockage et distribution soit maintenu en état de fonctionnement satisfaisant, continu et régulier.

Ces installations, comme toute réalisation technologique complexe, ne sont pas à l'abri de défaillances diverses. De nombreux phénomènes sont susceptibles de perturber le fonctionnement optimal d'un réseau d'eau avec des conséquences sur la qualité et/ou la quantité.

Les divers outils composant le présent plan sont les suivants :

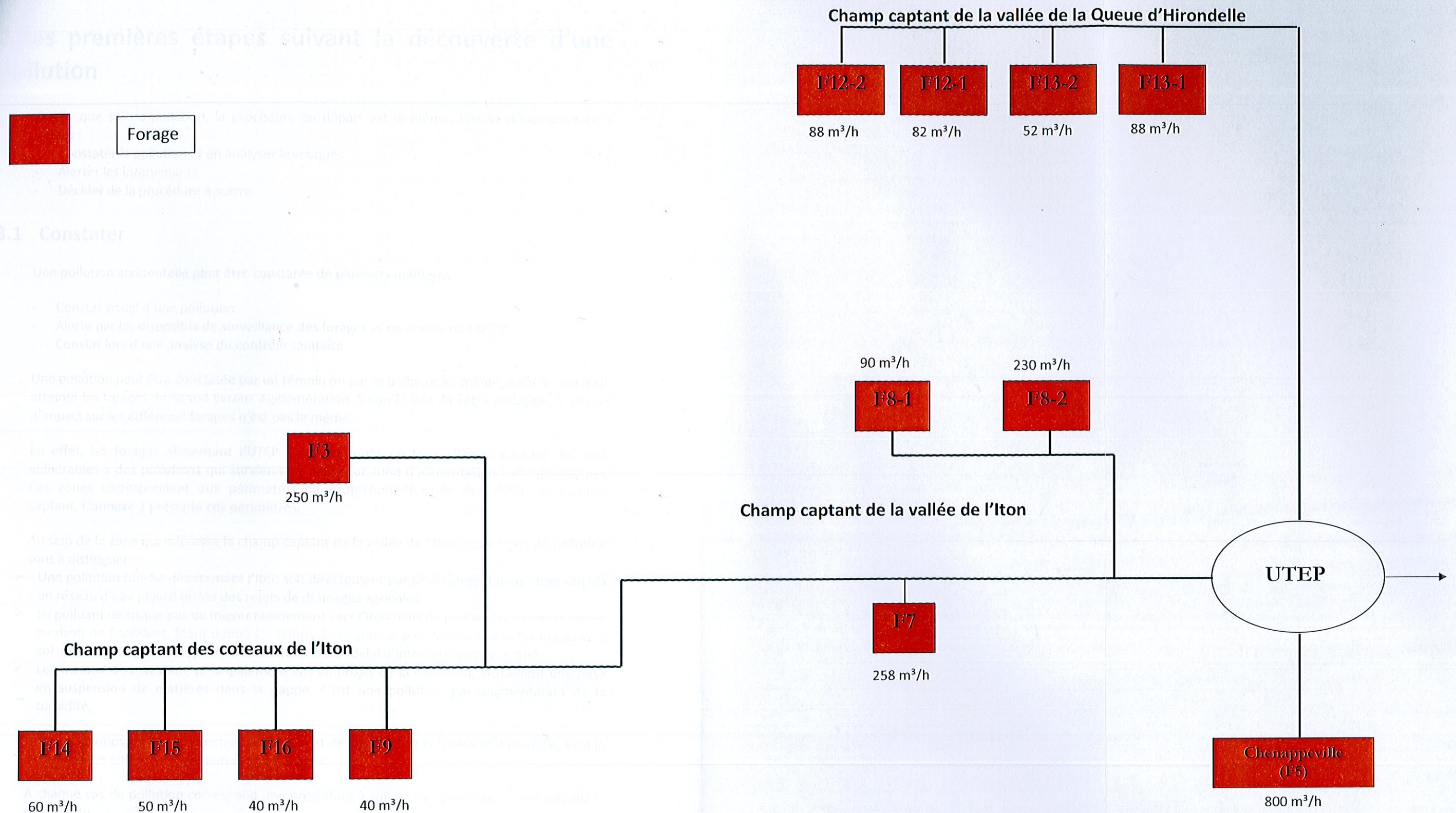
- des données sur la perturbation de la distribution d'eau : présentation des scénarii possibles de défaillance et inventaire des solutions techniques palliatives ;
- des outils de gestion de crise : procédure d'alerte, mission des acteurs, information des populations ;
- des fiches action : sur les démarches susceptibles d'être mises en œuvre.

Lors de la réalisation du schéma directeur d'adduction d'eau potable en 2013, le présent plan de secours sera mis à jour en conséquence.

2 Synoptique simplifié de l'adduction en eau potable de l'UTEP

Le synoptique ci-après (figure 1) détaille le fonctionnement des forages alimentant l'unité de traitement d'eau potable (UTEP) située à Arnières sur Iton.

Figure 1 : Synoptique simplifié de l'alimentation eau brute de l'UTEP



3 Les premières étapes suivant la découverte d'une pollution

Quelle que soit la pollution, la procédure au départ est la même. Elle se décompose en 3 étapes :

- Constaté la pollution et en analyser les risques
- Alerter les intervenants
- Décider de la procédure à suivre.

3.1 Constater

Une pollution accidentelle peut être constatée de plusieurs manières :

- Constat visuel d'une pollution
- Alerte par les dispositifs de surveillance des forages et en entrée de l'UTEP
- Constat lors d'une analyse du contrôle sanitaire.

Une pollution peut être constatée par un témoin ou par le pollueur lui même avant quelle n'ait atteinte les forages du Grand Evreux Agglomération. Selon le lieu de cette pollution, le risque d'impact sur les différents forages n'est pas le même.

En effet, les forages alimentant l'UTEP sont regroupés en trois champs captant qui sont vulnérables à des pollutions qui surviennent dans leur zone d'alimentation hydrogéologique. Ces zones correspondent aux périmètres de protection éloignée des différents champs captant. L'annexe 1 présente ces périmètres.

Au sein de la zone qui intéresse le champ captant de la vallée de l'Iton, trois types de pollution sont à distinguer :

- Une pollution touche directement l'Iton soit directement par déversement dans l'Iton soit via un réseau d'eau pluvial ou via des rejets de drainages agricoles.
- Le polluant ne risque pas de migrer rapidement vers l'Iton mais de polluer les sols et la nappe au droit de l'accident. Etant donné les temps de migration plus faibles des polluants dans le sol et dans la nappe, ce type d'accident autorise un délai d'intervention plus grand.
- Les travaux d'excavation, principalement liés au projet de la déviation, entraînent une mise en suspension de matières dans la nappe. C'est une pollution par augmentation de la turbidité.

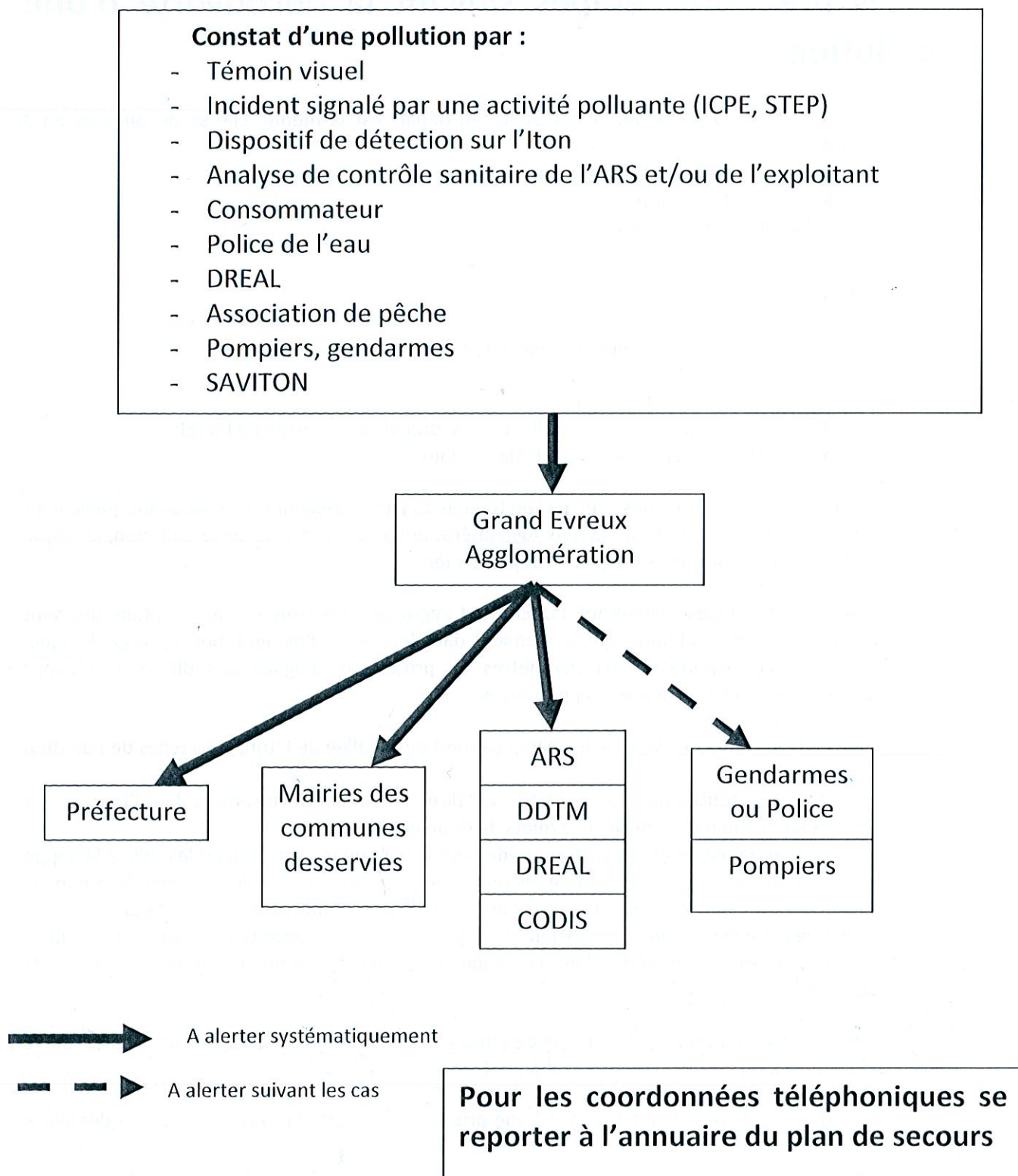
Pour les champs captant des coteaux de l'Iton et de la vallée de la Queue d'Hirondelle, seul le deuxième cas cité précédemment est à envisager.

A chaque cas de pollution correspond une procédure à suivre. Ces procédures sont détaillées par la suite.

3.2 Alerter

Le synoptique suivant (figure 3) permet de distinguer quels sont les intervenants à prévenir en cas de pollution.

Figure 3 : ALERTER



L'alerte est transmise par téléphone par le GEA et confirmée par télécopie.

3.3 Décider

On distingue trois types de pollution qui entraînent la mise en place de procédures différentes :

- Cas n°1 : Pollution constatée en amont des forages et menaçant directement et rapidement l'Iton (figure 4)
- Cas n°2 : Pollution constatée en amont des forages et menaçant la nappe via une infiltration dans le sol (figure 5)
- Cas n°3 : Pollution détectée au niveau des forages (figure 6)

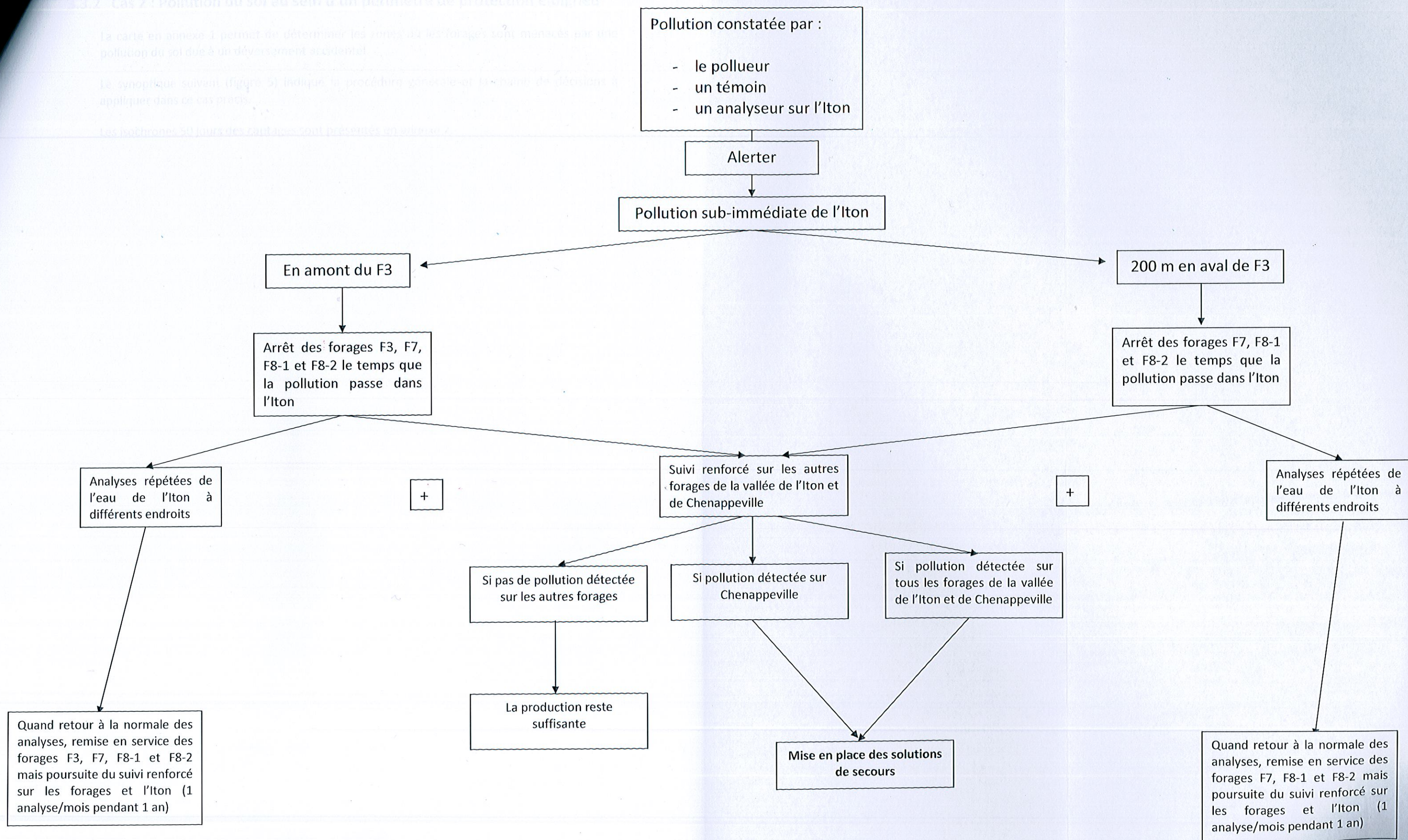
Dès l'alerte et de manière adaptée à la procédure choisie, il est indispensable de mobiliser les moyens d'alimentation en eau de secours, progressifs et proportionnés à l'ampleur estimée de la crise. En particulier, il faut alerter les entreprises d'eau embouteillée pour préparer l'expédition de leurs stocks (fait par le GEA) ; préparer la réquisition des camions citernes (par la Préfecture) et organiser la mobilisation des lieux de distribution et des personnels nécessaires (BA 105 et mairies concernées).

3.3.1 Cas 1 : Pollution menaçant directement l'Iton en amont des forages

La carte en annexe 1 permet de déterminer les zones où une pollution menacerait directement et rapidement l'Iton et donc les forages de la Vallée de l'Iton.

Le synoptique suivant indique la procédure générale et la chaîne de décisions à appliquer dans ce cas précis.

Figure 4 : Cas 1 : Pollution menaçant directement l'Iton en amont des forages



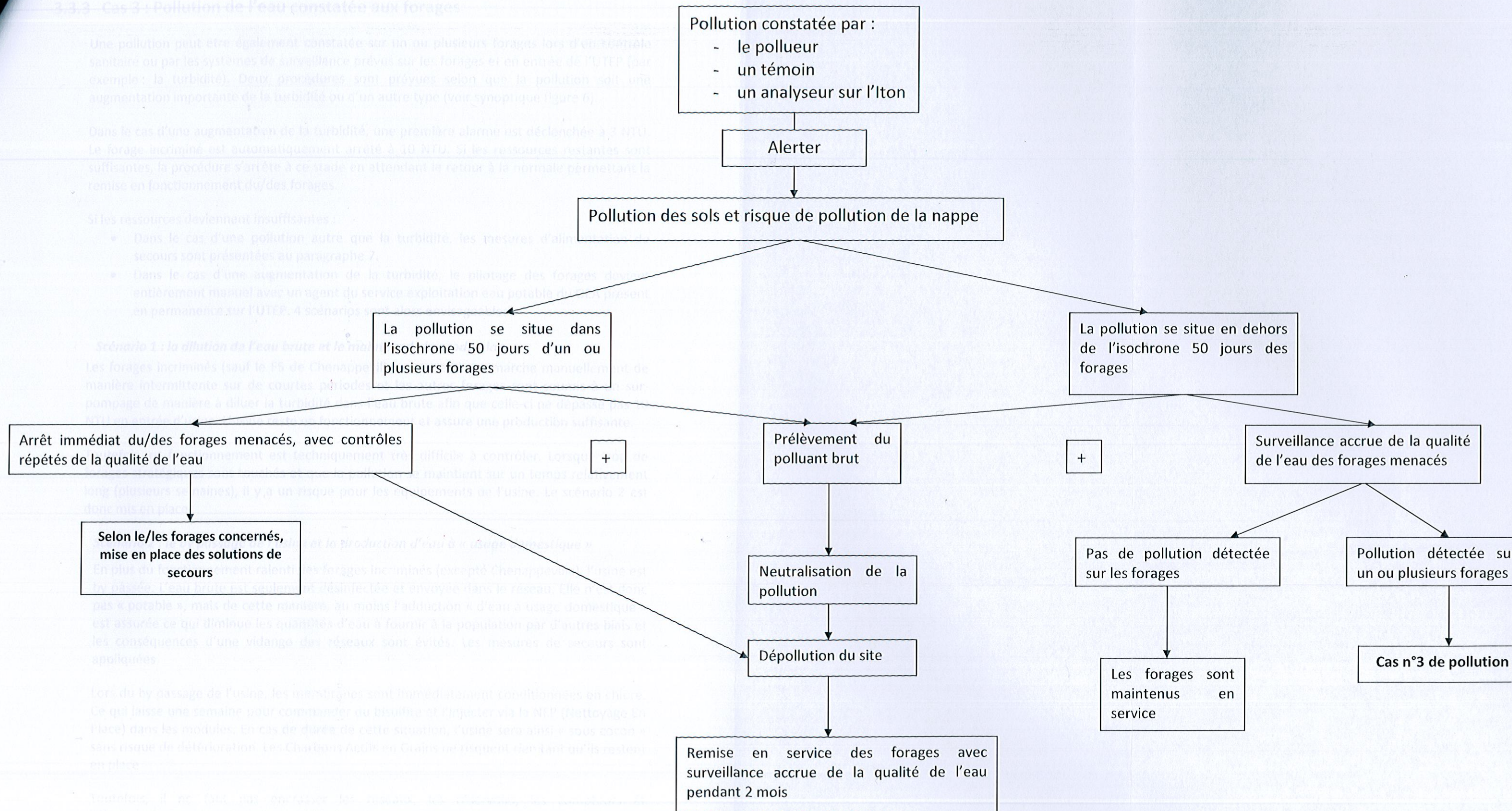
3.3.2 Cas 2 : Pollution du sol au sein d'un périmètre de protection éloignée

La carte en annexe 1 permet de déterminer les zones où les forages sont menacés par une pollution du sol due à un déversement accidentel.

Le synoptique suivant (figure 5) indique la procédure générale et la chaîne de décisions à appliquer dans ce cas précis.

Les isochrones 50 jours des captages sont présentés en annexe 2.

Figure 5 : Cas 2 : Pollution du sol au sein d'un périmètre de protection éloignée



3.3.3 Cas 3 : Pollution de l'eau constatée aux forages

Une pollution peut être également constatée sur un ou plusieurs forages lors d'un contrôle sanitaire ou par les systèmes de surveillance prévus sur les forages et en entrée de l'UTEP (par exemple : la turbidité). Deux procédures sont prévues selon que la pollution soit une augmentation importante de la turbidité ou d'un autre type (voir synoptique figure 6).

Dans le cas d'une augmentation de la turbidité, une première alarme est déclenchée à 3 NTU. Le forage incriminé est automatiquement arrêté à 10 NTU. Si les ressources restantes sont suffisantes, la procédure s'arrête à ce stade en attendant le retour à la normale permettant la remise en fonctionnement du/des forages.

Si les ressources deviennent insuffisantes :

- Dans le cas d'une pollution autre que la turbidité, les mesures d'alimentation de secours sont présentées au paragraphe 7.
- Dans le cas d'une augmentation de la turbidité, le pilotage des forages devient entièrement manuel avec un agent du service exploitation eau potable du GEA présent en permanence sur l'UTEP. 4 scénarios sont alors envisageables.

- ***Scénario 1 : la dilution de l'eau brute et le maintien de la production***

Les forages incriminés (sauf le F5 de Chenappeville) sont remis en marche manuellement de manière intermittente sur de courtes périodes et les autres forages sont soumis à un sur-pompage de manière à diluer la turbidité dans l'eau brute afin que celle-ci ne dépasse pas 10 NTU en entrée d'usine. L'usine reste en fonctionnement et assure une production suffisante.

Toutefois, ce fonctionnement est techniquement très difficile à contrôler. Lorsque trop de forages stratégiques sont touchés et que la pollution se maintient sur un temps relativement long (plusieurs semaines), il y a un risque pour les équipements de l'usine. Le scénario 2 est donc mis en place.

- ***Scénario 2 : le by passage de l'usine et la production d'eau à « usage domestique »***

En plus du fonctionnement ralenti des forages incriminés (excepté Chenappeville), l'usine est by passée. L'eau brute est seulement désinfectée et envoyée dans le réseau. Elle n'est donc pas « potable », mais de cette manière, au moins l'adduction « d'eau à usage domestique » est assurée ce qui diminue les quantités d'eau à fournir à la population par d'autres biais et les conséquences d'une vidange des réseaux sont évitées. Les mesures de secours sont appliquées.

Lors du by passage de l'usine, les membranes sont immédiatement conditionnées en chlore. Ce qui laisse une semaine pour commander du bisulfite et l'injecter via la NEP (Nettoyage En Place) dans les modules. En cas de durée de cette situation, l'usine sera ainsi « sous cocon » sans risque de détérioration. Les Charbons Actifs en Grains ne risquent rien tant qu'ils restent en place.

Toutefois, il ne faut pas encrasser les réseaux, les réservoirs, les compteurs et l'électroménager des abonnés qui ne pourraient pas supporter un taux de turbidité trop

élevé (une eau boueuse). C'est pourquoi, une limite de 30 NTU est posée, au-delà de laquelle le scénario 3 est mis en application.

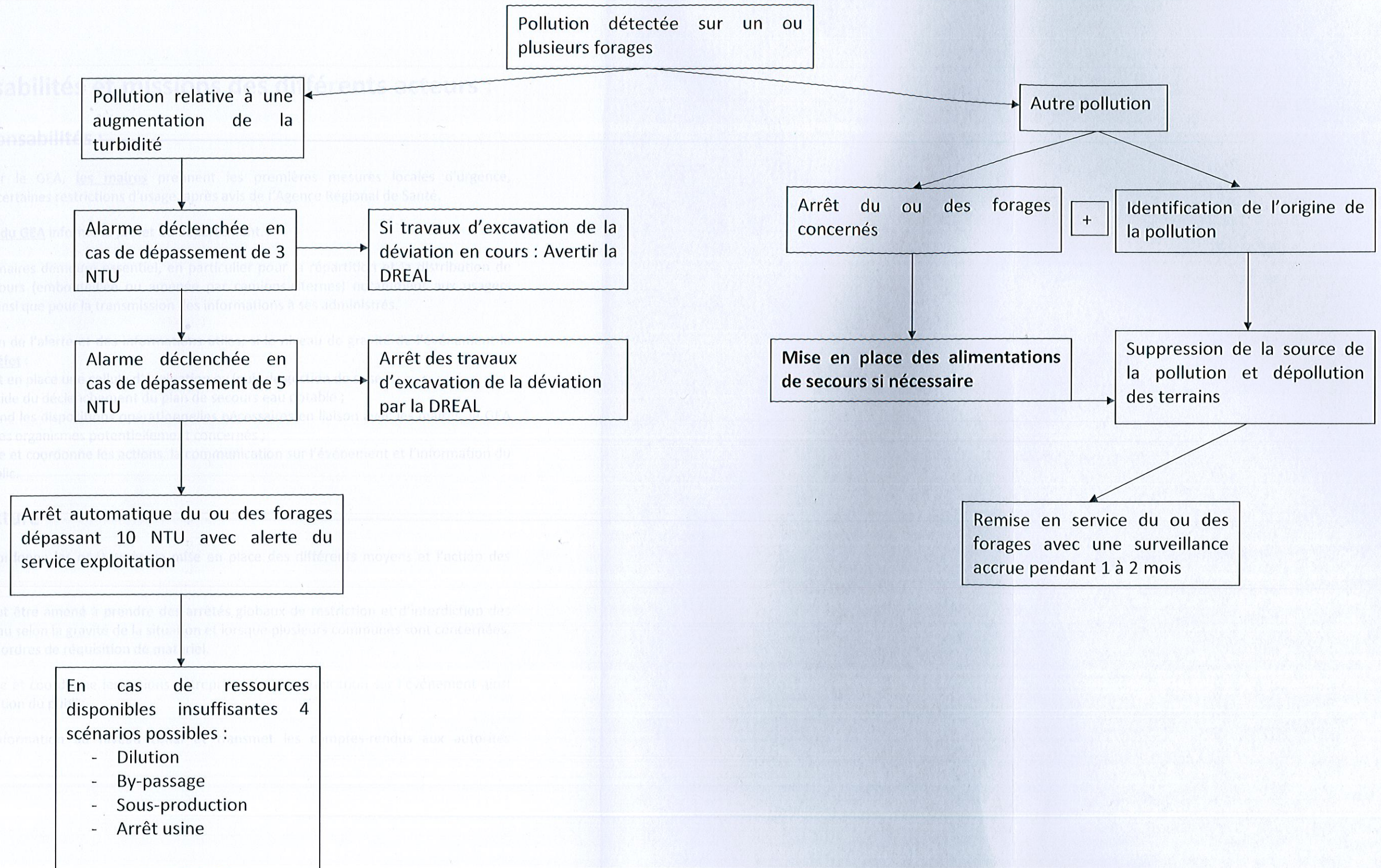
- **Scénario 3 : La sous production de l'usine et la sectorisation d'Evreux**

S'il n'est pas possible d'assurer une dilution suffisante pour assurer la production d'eau potable et même d'eau à usage domestique, alors la production maximale d'eau potable est effectuée avec les ressources restantes pour alimenter des secteurs définis en annexe 4. Les mesures de secours sont mises en place.

- **Scénario 4 : l'arrêt complet de l'usine et des forages**

Si l'ensemble des ressources est touché, toute production d'eau est arrêtée et les mesures de secours sont mises en place.

Figure 6 : Cas 3 : Pollution de l'eau constatée aux forages



4. Responsabilités et missions des différents acteurs :

4.1 Les responsabilités :

Informés par le GEA, les maires prennent les premières mesures locales d'urgence, notamment certaines restrictions d'usage, après avis de l'Agence Régional de Santé.

Le Président du GEA informe le préfet du département.

Le rôle des maires demeure essentiel, en particulier pour la répartition et la distribution de l'eau de secours (embouteillée ou amenée par camions-citernes) notamment aux usagers prioritaires ainsi que pour la transmission des informations à ses administrés.

Dès réception de l'alerte et des informations utiles, si le niveau de gravité de l'événement le justifie, le préfet :

- met en place une cellule d'évaluation ou/puis de gestion de crise ;
- décide du déclenchement du plan de secours eau potable ;
- prend les dispositions opérationnelles nécessaires en liaison avec les maires, le GEA et les organismes potentiellement concernés ;
- gère et coordonne les actions, la communication sur l'événement et l'information du public.

4.2 La Préfecture

Le préfet coordonne les opérations, la mise en place des différents moyens et l'action des services.

Le préfet peut être amené à prendre des arrêtés globaux de restriction et d'interdiction des usages de l'eau selon la gravité de la situation et lorsque plusieurs communes sont concernées, ainsi que des ordres de réquisition de matériel.

Le préfet gère et coordonne les actions entreprises, la communication sur l'événement ainsi que l'information du public.

Il assure l'information au niveau zonal et transmet les comptes-rendus aux autorités hiérarchiques.

4.3 L'ARS

L'Agence Régionale de Santé assure auprès du corps préfectoral son rôle d'analyse et de conseil.

L'ARS analyse la problématique et valide les solutions proposées dans le cadre de l'application raisonnée du principe de précaution, afin de garantir l'alimentation en eau des collectivités concernées. A ce titre, elle doit évaluer le risque sanitaire lié à l'usage et établir le protocole fixant les conditions de retour à la normale, sur la base d'indicateurs spécifiques qu'elle aura définis.

Ainsi, elle peut être amenée à réunir les informations toxicologiques sur le produit polluant (en liaison notamment avec le Centre antipoison), ainsi que les possibilités de traitement de l'eau.

L'ARS assure les liaisons avec les laboratoires agréés, organise les prélèvements complémentaires, valide et communique les résultats. Elle peut être amenée à fixer un programme, particulier et adapté à la crise, de contrôle et de surveillance de la qualité de l'eau afin de suivre l'évolution de la situation.

L'ARS peut également demander de restreindre ou d'interdire l'utilisation d'eau pour tous les usages ayant un lien direct ou non avec la consommation humaine.

Elle concourt à l'information plus particulière des établissements sanitaires, ainsi que des usagers les plus sensibles.

Par ailleurs, l'Agence Régionale de Santé peut être amenée à déterminer des périodes de dérogation pour certains paramètres susceptibles de dépasser les limites de qualité réglementaires.

L'ARS peut également être amenée à informer les professionnels de santé de la zone géographique concernée (et notamment les médecins libéraux et les pharmaciens) afin d'assurer une meilleure prise en charge des éventuels malades et/ou afin de mettre en place un suivi de l'impact sanitaire de la crise.

4.4 Le SDIS

Le SDIS intervient également sur le terrain et peut être amené à :

- procéder à des prélèvements en cas de pollutions (chimique, radiologique, bactériologique...).
- intervenir pour la rétention et le pompage d'un produit déversé dans le milieu naturel, dans la limite des moyens disponibles et des compétences réglementaires. L'extraction peut être réalisée par des sociétés privées.
- participer avec leurs camions-citernes à la distribution en secours d'eau dont la potabilité n'est pas exigé (alimentation des élevages notamment en situation extrême ou d'une station de traitement en amont des ouvrages hydrauliques).

4.5 Les services chargés de la Police de l'eau

Le ou les services compétents chargés de la Police de l'eau interviennent dans la zone considérée. Leur rôle est de rechercher et constater l'infraction ainsi que de prescrire le cas échéant des mesures visant à limiter les conséquences du sinistre.

4.6 La gendarmerie et la police

Les services de police et de gendarmerie sont chargés de :

- o faciliter la circulation des véhicules de secours ;
- o participer à la diffusion de l'information à la population concernée à l'aide des moyens de sonorisation mobile dont ils disposent ;
- o participer à la distribution d'eau de secours (embouteillée ou amenée par camions citernes) ;
- o canaliser les populations et maintenir l'ordre ;
- o faire appliquer les mesures de restriction des usages de l'eau ;
- o mettre en place des rondes de surveillance des installations ;
- o enquêter, à la demande des autorités judiciaires, dans leur zone de compétence si la crise est d'origine criminelle ou due à un accident.

NB : le groupement de gendarmerie est susceptible de désigner pour intervention et réalisation de prélèvements et d'analyses de terrain des agents formés à cet effet.

4.7 Le Délégué Militaire Départemental (DMD)

Le DMD est l'interlocuteur départemental désigné pour demander et mettre en œuvre des moyens militaires généraux ou spécifiques.

4.8 La DREAL

La DREAL est chargée d'informer les ICPE jugées sensibles utilisant l'eau du réseau concerné par la situation de crise (voir liste des abonnés prioritaires).

La DREAL peut également être amenée à organiser l'activité de ces ICPE en fonction de l'évolution de la situation.

La DREAL est maître d'ouvrage des travaux de construction de la déviation d'Evreux. A ce titre, elle donne l'ordre d'arrêter les chantiers en cas de pollution.

4.9 Les communes

Le maire est le responsable permanent de la sécurité de la population sur sa commune. A ce titre, il lui appartient d'informer le préfet de la situation et de son évolution.

Le maire peut, afin de faire effectuer des travaux urgents d'intérêt collectif en situation de crise, réquisitionner des personnes, des services et des biens, notamment pour assurer les permanences aux points de distribution d'eau.

Le maire peut également prendre les arrêtés relatifs aux restrictions et aux interdictions d'usage de l'eau. A noter que chaque commune concernée exerce ces pouvoirs de police dans le seul cadre de son territoire.

Par ailleurs, le maire est chargé d'assurer l'information de ses administrés.

En cas de nécessité, le maire doit organiser la distribution d'eau de secours – embouteillée ou amenée par camions-citernes à la population. Dans le cadre de ses compétences, la commune pourvoit aux dépenses relatives aux besoins immédiats des populations.

4.10 Le Grand Evreux Agglomération

Le GEA (maître d'ouvrage et exploitant des réseaux d'eau potable) analyse la problématique et propose des solutions afin de garantir l'alimentation en eau.

Par ailleurs, la collectivité supporte le coût de l'ensemble des opérations effectuées sur le réseau, y compris la distribution d'eau de secours, embouteillée ou amenée par camions-citernes.

Le GEA en tant qu'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer une distribution dans les conditions réglementaires en mettant en œuvre sur le terrain l'ensemble des opérations à effectuer sur le réseau. Il prend également les mesures nécessaires au retour à la normale.

Les agents du GEA sont les seuls habilités, à suivre le fonctionnement des ouvrages et de l'UTEP, en raison de la complexité des procédures.

5 Exemples de scénarios de pollution prévus dans le plan de secours

Les exemples présentés ci-dessous sont les cas les plus probables de pollution sur le périmètre concerné. Toutefois, Si un accident non prévu dans ce plan de secours survient, les paragraphes précédents doivent permettre de trouver des éléments de réponse sur la conduite à tenir.

5.1 Pollution depuis une Installation Classée pour l'Environnement ou une STEP

Cet exemple concerne une pollution de l'Iton depuis l'une des deux ICPE situées dans le périmètre (Manuparis et RMC) ou depuis une STEP (la Musse et la Bonneville).

La procédure à mettre en place relève du cas 1 présenté en figure 4 au paragraphe 2.3.1. La pollution serait située en amont du forage F3.

Parallèlement à cette procédure, les actions suivantes doivent être menées :

- Des analyses pour identifier le polluant ;
- L'identification et la neutralisation de l'origine de la pollution ;
- La dépollution du site ;
- Des analyses de contrôles.

5.2 Pollution depuis la future déviation d'Evreux

Cet exemple concerne une pollution accidentelle depuis la future déviation d'Evreux qui surviendrait en aval des forages de Chenappeville et de la vallée de l'Iton. Les plans de la déviation prévoient une récupération de l'ensemble des eaux pluviales de la plate forme vers des bassins de rétention dont l'exutoire est l'Iton en aval des périmètres de protection.

Toutefois, un accident conduisant au déversement de polluant à l'extérieur de la plate forme peut se produire. La procédure à mettre en place relève alors du cas 2 présenté en figure 5 au paragraphe 2.3.2. La pollution serait située hors de la zone de l'isochrone des 50 jours des captages.

Parallèlement à cette procédure, les actions suivantes doivent être menées :

- L'identification et la neutralisation de l'origine de la pollution ;
- Des analyses pour identifier le polluant ;
- La dépollution du site ;
- Des analyses de contrôles.

5.3 Pollution lors des travaux d'excavation liés à la construction de la déviation d'Evreux

Cet exemple concerne une pollution correspondant à une augmentation importante de la turbidité au niveau des forages suite aux travaux d'excavation liés à la construction de la déviation d'Evreux. Les forages pouvant être concernés par cette pollution sont Chenappeville (F5), F8-1, F8-2, F7 et F3.

Les forages font l'objet d'une surveillance permanente sur le paramètre turbidité. En cas d'augmentation, une alarme est déclenchée à 3 NTU et l'exploitant alerte alors son interlocuteur à la DREAL qui encadre le chantier.

Si la turbidité atteint 5 NTU, le chantier de la déviation est arrêté jusqu'à un retour à la normal.

En cas d'atteinte du seuil de 10 NTU, le forage incriminé est automatiquement arrêté. La procédure à mettre en place alors relève du cas 3 présenté au paragraphe 2.3.3.

5.4 Pollution depuis la RD 129

Cet exemple concerne une pollution des sols depuis la RD 129 qui surviendrait en aval du forage F3 et menacerait les forages F7, F8-1, F8-2 et de Chenappeville.

La procédure à mettre en place relève du cas 2 présenté en figure 5 au paragraphe 2.3.2. Selon le lieu précis de l'origine de la pollution, celle-ci pourrait aussi bien être dans ou en dehors de la zone de l'isochrone des 50 jours des captages (voir annexe 2).

Parallèlement à cette procédure, les actions suivantes doivent être menées :

- L'identification et la neutralisation de l'origine de la pollution ;
- Des analyses pour identifier le polluant ;
- La dépollution du site ;
- Des analyses de contrôles.

5.5 Pollution depuis la voie ferrée Evreux / Conches-en-Ouche

Cet exemple concerne une pollution des sols depuis la voie ferrée entre Evreux et Conches-en-Ouche qui surviendrait en amont du forage F3, et menacerait les forages F3, F9, F14, F15 et F16.

La procédure à mettre en place relève du cas 2 présenté en figure 5 au paragraphe 2.3.2. La pollution serait située hors de la zone de l'isochrone des 50 jours des captages.

Parallèlement à cette procédure, les actions suivantes doivent être menées :

- L'identification et la neutralisation de l'origine de la pollution ;
- Des analyses pour identifier le polluant ;
- La dépollution du site ;
- Des analyses de contrôles.

5.6 Pollution depuis la RD 60

Cet exemple concerne une pollution des sols depuis la RD 60 en amont des forages de la Queue d'Hirondelle, au niveau du passage de la vallée du Morand qui menacerait les forages F12-1, F12-2, F13-1 et F13-2.

La procédure à mettre en place relève du cas 2 présenté en figure 5 au paragraphe 2.3.2. La pollution serait située hors de la zone de l'isochrone des 50 jours des captages.

Parallèlement à cette procédure, les actions suivantes doivent être menées :

- L'identification et la neutralisation de l'origine de la pollution ;
- Des analyses pour identifier le polluant ;
- La dépollution du site ;
- Des analyses de contrôles.

5.7 Pollution depuis la RD 74

Cet exemple concerne une pollution des sols depuis la RD 74 qui surviendrait en amont des forages des coteaux de l'Iton et menacerait les forages F3, F9, F14, F15 et F16.

La procédure à mettre en place relève du cas 2 présenté en figure 5 au paragraphe 2.3.2. La pollution serait située hors de la zone de l'isochrone des 50 jours des captages.

Parallèlement à cette procédure, les actions suivantes doivent être menées :

- L'identification et la neutralisation de l'origine de la pollution ;
- Des analyses pour identifier le polluant ;
- La dépollution du site ;
- Des analyses de contrôles.

6 Scénarios de coupure les plus probables

A partir des données hydrogéologiques disponibles, il est possible d'envisager 4 scénarios probables :

- Une pollution de l'Iton ou des forages de la vallée de l'Iton ;
- Une pollution des forages des coteaux de l'Iton ;
- Une pollution des forages des coteaux de l'Iton qui persiste et atteint les forages de la vallée de l'Iton ;
- Une pollution des forages de la Queue d'Hirondelle.

Seuls les besoins actuels sont considérés, l'estimation des besoins futurs sera faite lors de la réalisation du schéma directeur d'adduction d'eau potable en 2013. Le présent plan de secours sera alors mis à jour en conséquence.

La production moyenne journalière est de 16 000 m³/j avec 20 000 m³ en jour de pointe. Cette production est répartie à 56% (9 000 m³) vers le haut service et à 44% (7 000 m³) vers le bas service qui sont les 2 réseaux non-interconnectés alimentés par l'UTEP.

Il faut prendre en compte une production sur 20h du fait des cycles de rétro-lavages qui peuvent entraîner des arrêts temporaires.

6.1 Cas d'une pollution de l'ITON ou des forages de la vallée de l'Iton

Les forages les plus vulnérables en cas de pollution de l'Iton sont dans l'ordre (du plus vulnérable au moins vulnérable) :

- F3
- F7
- F8-1
- Forages de Chenappeville
- F8-2

En cas de pollution de l'Iton (cas 1 paragraphe 2.3.1), les forages F7, F8-1 et F8-2 sont systématiquement arrêtés, ainsi que le F3 selon la position amont ou aval du déversement. Dans cette situation, Les ressources restantes seraient de 1 300 m³/h sans le F3, soit une production journalière de 26 000 m³ encore largement suffisante pour assurer l'alimentation du réseau.

Si l'arrêt des forages de Chenappeville s'avère également indispensable (en plus de celui des forages précédents), il ne resterait plus que 500 m³/h soit 10 000 m³/j ce qui occasionnerait un déficit d'environ 6 000 m³/j par rapport aux besoins moyens du Grand Evreux Agglomération.

Ce dernier scénario de coupure donnera lieu à la mise en place d'une alimentation de secours. (Cf. paragraphe 7)

6.2 Cas d'une pollution des forages des Coteaux de l'Iton

Même dans l'hypothèse où tous les forages du champ captant des coteaux de l'Iton seraient touchés par la pollution, la mise en place d'une alimentation de secours ne serait pas nécessaire.

En effet, avec les ressources restantes (champ captant de la vallée de l'Iton et de la vallée de la Queue d'Hirondelle), il resterait $1\,938\text{ m}^3/\text{h}$ soit $38\,760\text{ m}^3/\text{j}$ ce qui couvre largement les besoins actuels du Grand Evreux Agglomération ($16\,000\text{ m}^3/\text{j}$) et également les besoins de pointe ($20\,000\text{ m}^3/\text{j}$).

6.3 Cas d'une pollution des forages des coteaux de l'Iton qui persiste et atteint les forages de la vallée

Dans le cas d'une pollution des quatre forages des Coteaux de l'Iton et du forage F3 situé dans la vallée en aval des forages des coteaux de l'Iton et donc susceptible d'être pollué ultérieurement, il resterait $1688\text{ m}^3/\text{h}$ soit $33\,760\text{ m}^3/\text{j}$ ce qui serait suffisant pour couvrir les besoins du Grand Evreux Agglomération.

Dans le cas d'une pollution atteignant les 4 forages des coteaux de l'Iton, ainsi que les F3, F7 F8-1 et F8-2, il reste une production de $1\,110\text{ m}^3/\text{h}$ soit $22\,200\text{ m}^3/\text{j}$ ce qui serait suffisant pour couvrir les besoins du Grand Evreux Agglomération.

Dans le cas le plus défavorable, où tous les forages situés dans les coteaux et dans la vallée de l'Iton devraient être arrêtés, la production ne reposerait plus que sur le champ captant de la Queue d'Hirondelle pour un débit de $300\text{ m}^3/\text{h}$ soit $7200\text{ m}^3/\text{j}$, soit un déficit d'environ $8\,800\text{ m}^3/\text{j}$.

Ce dernier scénario de coupure donnera lieu à la mise en place d'une alimentation de secours. (Cf. paragraphe 7)

6.4 Cas d'une pollution des forages de la Queue d'Hirondelle

Même dans l'hypothèse où tous les forages du champ captant de la vallée la Queue d'Hirondelle seraient touchés par la pollution, la mise en place d'une alimentation de secours ne serait pas nécessaire.

En effet, avec les ressources restantes (champ captant de la vallée de l'Iton et des coteaux de l'Iton), il resterait $1818\text{ m}^3/\text{h}$ soit $36\,360\text{ m}^3/\text{j}$ ce qui couvre largement les besoins actuels du Grand Evreux Agglomération.

7 Alimentation en eau de secours

Les actions pour l'alimentation de secours de la population varient selon la nature de la pollution et l'importance des volumes à compenser.

Il n'est pas judicieux de privilégier une seule solution, mais plutôt de travailler sur un panel d'actions à mettre en place.

Dans un premier temps, les différentes actions possibles avec leur rayon d'efficacité seront présentées. Puis, les différents agencements de ces actions selon les scénarios seront abordés.

Remarque : il sera considéré que la somme des usages individuels et familiaux donne une valeur d'environ 200 litres par personne et par jour, et qu'un établissement de santé consomme en moyenne 500 à 800 litres d'eau par jour et par lit.

7.1 Les actions de secours possibles et leur rayon d'action

7.1.1 Les interconnexions

7.1.1.1 Le captage de Parville

Le captage de Parville appartient également au Grand Evreux Agglomération et assure la production d'eau potable d'un autre secteur du territoire dont l'hôpital de Cambolle.

On constate que dans le secteur « Parville » le bilan besoins-ressource dégage un volume disponible de 750 m³/j pour une éventuelle interconnexion de secours avec Evreux. Cette alimentation de secours permettrait de poursuivre la distribution sur 3 secteurs au nord d'Evreux dont le quartier de Saint Michel avec l'hôpital et la maison de retraite (Cf. Annexe 3).

7.1.1.2 Le captage des Baux Sainte Croix

Ce captage a été arrêté en 2007 à cause d'un taux élevé de nitrate d'une part et la baisse du niveau de la nappe la rendant difficilement exploitable à long terme d'autre part.

Toutefois, les niveaux de nitrates sont redevenus normaux depuis 2005. Une exploitation jusqu'à 40 m³/h sans limite de durée, soit environ 800 m³/j est envisageable pour assurer une production minimale sur les communes des Baux-Saintes-Croix, Le Plessis Grohan, Les Ventes et Avrilly.

7.1.1.3 L'interconnexion avec la Bonneville-sur-Iton

Une récente interconnexion avec la Bonneville-sur-Iton permet une alimentation de secours de 40 m³/h soit 800 m³/j pour un secteur de Saint Sébastien de Morsent (voir annexe 3) et prioritairement l'Hôpital de la Musse.

7.1.2 Le sur-pompage

Bien que le dossier de DUP autorise des temps de pompage de 20 heures par ouvrage, il peut être envisagé, en cas de d'arrêt de certains forages, un pompage ponctuel et exceptionnel de 24 heures sur les ouvrages restant en exploitation.

Même si cette mesure permet d'aider la production, elle ne sera pas suffisante pour compenser la perte d'une ressource comme le F5 de Chenappeville.

Le gain journalier de débit possible par ouvrage est résumé dans le tableau suivant :

Champ captant	Forage	Débit horaire (m ³ /h)	Gain journalier (m ³ /j)
Vallée de l'Iton	F3	250	1 000
	F7	258	1 032
	F8-1	90	360
	F8-2	230	920
Sous total		828	3 312
Chenappeville	Forages de Chenappeville	800	3 200
Sous total		800	3 200
Coteaux de l'Iton	F9	40	160
	F14	60	240
	F15	50	200
	F16	40	160
Sous total		190	760
Queue d'Hirondelle	F12-1	82	328
	F12-2	88	352
	F13-1	88	352
	F13-2	52	208
Sous total		310	1 240
TOTAL		2 058	8 512

7.1.3 Le citernage

7.1.3.1 Les moyens disponibles

- L'achat de citernes est possible auprès de l'entreprise suivante :

AUZOU Citernes

Le Bosc-le-Hard
Tel : 0 826 200 390

Cette entreprise vend et livre du matériel de stockage notamment pour les liquides alimentaires.

Elle propose notamment des cuves aériennes souples d'une contenance de 20 à 350 m³ (2300 à 9700 €HT), faciles à transporter et à installer. Ce type de matériel ne nécessite pas d'installation particulière préalable à sa mise en place, ce qui le rend d'autant plus rapide et facile à utiliser.

- Des camions citernes peuvent être réquisitionnés par la Préfecture notamment auprès des deux coopératives laitières suivantes :

Coopérative Producteurs Laitiers Roumois (CPLR)
8 rue Statuette 27 350 ROUTOT
Tel : 02 32 42 56 99

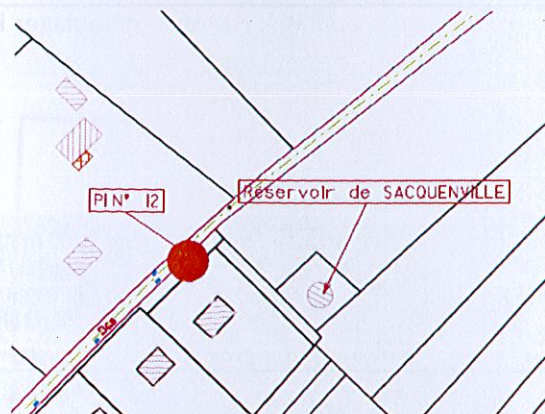
Coopérative laitière
Les Terriers 61 470 LE SAP
Tel : 02 33 39 41 96

7.1.3.2 L'utilisation du citernage

Cette méthode est soumise à une autorisation spéciale de l'ARS.

Les citernes seraient installées aux points de distribution indiqués par les communes et serviraient à la fourniture de la quantité minimum d'eau potable par personne et par jour soit 3 litres (hors abonnés prioritaires). Pour répondre aux besoins actuels, cela représente un volume total de 204 m³ par jour. Les permanences et la gestion des points de distribution seront assurées par les communes.

Les citernes vides devront être remplies via une rotation de camions citernes alimentaires. La rotation de 2 camions de 60 m³ ou de toute autre combinaison équivalente suffira à assurer le remplissage des citernes. L'eau potable proviendrait de la station de Tourneville qui peut sans conséquences être sollicitée pour le remplissage des camions. Le point du réseau le plus adapté est le poteau d'incendie n°12 situé en aval direct du réservoir de Sacquenville (Cf plan ci-dessous).



La mise en place d'une unité de traitement mobile au niveau du F5 de Chenappeville permettrait d'assurer l'existence d'un second point de remplissage des camions citernes (les débits fournis, jusqu'à 120 m³/h, seraient insuffisants pour permettre une alimentation du réseau via l'UTM).

7.1.4 La mise en place d'unités mobiles de traitement

Des Unités Mobiles de Traitement (UMT) peuvent être mises à dispositions par VEOLIA EAU, ONDEO et l'armée, via une location pour les 2 premiers.

La solution O'mobile d'ONDEO permet d'obtenir une réponse sous 48h avec des équipements produisant jusqu'à 120 m³/h.

Pour Véolia, si des équipements sont disponibles, le délai de mise à disposition varie généralement de 48 heures à 1 semaine (sous réserve des autorisations routières).

Les principaux équipements et dispositifs à prévoir pour l'implantation d'une UMT sur un site sont :

- Groupe électrogène
- Aménée d'énergie
- Armoire de commande (incluse sur certaines UMT)
- Réalisation d'une plateforme d'assise
- Décharge des modules (par exemple : par une grue d'au moins 35 T)
- Fourniture et mise en place des matériaux filtrants et des produits chimiques
- Raccordements hydrauliques (Liaison UMT – eau brute, liaison UMT – égout, liaison UMT – réservoir de stockage)
- Bâches de stockage d'eau traitée (incluses sur certaines UMT)
- Pompes de lavage (incluses sur certaines UMT) et raccordements hydrauliques
- Pompes d'eau brute et raccordements hydrauliques
- Pompes d'eau traitée et raccordements hydrauliques
- Surpresseur d'air de lavage (inclus sur certaines UMT) et raccordements hydrauliques

Les tableaux ci-dessous donnent, à titre indicatif, les traitements disponibles et les capacités possibles des UMT de Véolia et d'ONDEO.

Si la pollution du F5 de Chenappeville est traitable par une UMT et non par l'UTEP. Un équipement peut être mis en place au niveau de l'UTEP pour assurer une production même

réduite à destination des rotations des camions citernes et soulager la station de production de Tourneville.

NOM	TECHNOLOGIE	DÉBIT	CARACTÉRISTIQUES
FlexosmO	Osmose Inverse	10 à 100 m³/h/unité	<ul style="list-style-type: none"> • 100 m³/h en simple passe et 50 m³/h en double passe équipée de tous les matériels de contrôle continu (pression, pH, conductivité...) • Pilotable à distance
FilsanO	Filtration sur sable	120 m³/h/unité	<ul style="list-style-type: none"> • Filtration sur sable sous pression • Injection de coagulants • Système entièrement automatisé
FractalO	Résines échangeuses d'ions sur plancher fractal	60 à 180 m³/h/unité	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de la technologie exclusive à Omobile® de résines échangeuses d'ions sur plancher fractal, Advanced Amberpack™, une marque déposée de Dow • Régénération in situ des résines en toute sécurité • Qualités d'eau inférieures à 0,2µS/cm • Logistique simple avec possibilité de contrôle à distance
Unités mobiles d'électro-déionisation	Electro-déionisation	Jusqu'à 50 m³/h/unité	<ul style="list-style-type: none"> • < 0,1 µS/cm • Pas de régénérants acides ou caustiques
Unités mobiles d'échanges d'ions skidées	Lits mélangés	Jusqu'à 120 m³/h/unité	<ul style="list-style-type: none"> • Régénération hors site • Pas de produits chimiques dangereux • Pas d'eaux usées • Idéales pour polir les condensats, les perméats d'osmose inverse ou l'eau en sortie de FractalO

Figure 1 : Equipements mobiles pour la production d'eau potable existants au sein d'ONDEO

**TPOLOGIE DES EQUIPEMENTS MOBILES DE SECOURS POUR LA
PRODUCTION D'EAU POTABLE EXISTANTS AU SEIN DE VEOLIA EAU
EN FRANCE (au 01/01/2006)**

DIRECTION TECHNIQUE

Type équipement	Disponibilité	Problèmes ou paramètres traités	Capacité
Traitement complet (Coagulation / Floculation / Décantation / Filtration / Désinfection	A voir	Turbidité, MES, MO, Couleur, Bactério, Nitrites, ...	10, 15, 25, 50, 100 m ³ /h
Filtres (sable, sable/hydroanthracite, CAG, ...)	A voir	Suivant le média filtrant : turbidité, pesticides	25, 35, 50, 60, 100 m ³ /h
Décanteur	A voir	Prétraitement avant filtration	60 m ³ /h
Dénitratation sur résines	A voir	Nitrates	25, 50, 60 m ³ /h

Type équipement	Disponibilité	Problèmes ou paramètres traités	Capacité
Déferri-sation	A voir	Fer	25 m ³ /h
Injection Charbon Actif en Poudre	A voir	Pesticides	jusqu'à 15 kg/h
Bâches souples	A voir	Stockage eau	30, 60, 100 m ³
Divers équipements eau potable : ensacheuse, skids réactifs, filtre à cartouche, osmoseurs, adoucisseur	A voir		
Divers équipements eau usée : flottateur, filtres, décanteurs, évaporateur	A voir		

7.1.5 L'eau embouteillée

7.1.5.1 Les ressources disponibles

Le tableau suivant récapitule les disponibilités en 2007 (actualisation des chiffres prévus lors du nouveau schéma directeur en 2013) en eau embouteillée dans les supermarchés de la région d'Evreux.

Nom	Adresse	Téléphone	Stock disponible	Délai réapprovisionnement
Cora Evreux	Boulevard Normandie 27000 Evreux	02 32 29 50 00	29 m ³	Livraison chaque lundi
SUPER U Evreux	4 place de la République 27000 Evreux	02 32 39 31 00	4 m ³	-
Ecomarché Evreux	Rue Aviron 27000 Evreux	02 32 38 52 51	4 m ³	Livraison 3 fois par semaine
Intermarché Evreux	Rue Fauville 27000 Evreux	02 32 39 86 00	12 m ³	-
Intermarché Evreux	Boulevard du 14 juillet 27000 Evreux	02 32 28 78 00	3 m ³	-
Shopi Saint Sébastien de Morsent	Place de la Résistance 27180 Saint Sébastien de Morsent	02 32 39 08 66	4,5 m ³	1 livraison par semaine
Carrefour Guichainville	Route nationale 13 27930 Guichainville	02 32 23 64 00	25 m ³	-
Total			81,5 m³	

Au vu du tableau précédent et des délais de réapprovisionnement, les ressources des supermarchés sont largement insuffisantes pour assurer l'alimentation d'eau en bouteille de l'ensemble de la population.

Une fourniture par bouteilles ou des citernes peut difficilement excéder quelques litres par jour et par habitant. On comptera une valeur cible de 3 litres/jour/habitant pour la boisson et la cuisson, **soit 204 m³/j** hors abonnés prioritaires.

Les abonnés prioritaires recensés dans l'annexe 4 représentent un besoin d'environ **28 m³/j** :

- o les établissements scolaires : 11 m³/j ;
- o les établissements médicaux qui représentent 3 300 lits, à raison de 5l/j/lit : 16,5 m³/j.

Au vu de l'importance de ces volumes, seuls les abonnés prioritaires (annexe 4) seront concernés par la distribution d'eau en bouteille, ce qui représente 37 palettes par jour pour un coût d'environ 6 000€/j.

Les « Eaux minérales cristalline » et Pierval sont en capacité de fournir les volumes nécessaires.

Afin de fiabiliser la livraison d'eau en bouteille en cas de crise, le GEA va engager des démarches de signature de convention avec les sociétés telles que Cristalline et Pierval (usine de Pont-Saint Pierre).

7.1.5.2 L'organisation de la distribution :

La société fait livrer sur le point de stockage central et un logisticien fait les navettes sur les différents points de stockage indiqués par les mairies. Les livraisons à domicile des abonnés prioritaires seront assurées par les mairies.

Le stockage principal des palettes en provenance de la société pourra être effectué sur la BA 105 qui dispose des infrastructures de tailles suffisantes et sécurisées.

Les palettes étant consignées, un circuit de retour sera également mis en place.

7.2 Les solutions de secours à mettre en œuvre suivant les différents scénarios

Comme décrit au paragraphe 4, seule une pollution touchant un certain nombre de forages de la vallée de l'Iton et de Chenappeville a pour conséquence une production d'eau potable insuffisante de l'UTEP pour répondre aux besoins du Grand Evreux Agglomération.

7.2.1 Solutions à mettre en œuvre en cas de restriction de l'usage de l'eau

En cas de pollution avérée sur les forages, au lieu de couper les forages incriminés, ce qui conduirait à une production largement insuffisante d'eau potable, un arrêté de restriction d'usage de l'eau est pris par le préfet.

L'eau n'est plus potable mais peut être utilisée pour les usages domestiques autres que la cuisson et la boisson, ce qui permet de limiter les volumes d'eau de secours à fournir. Il pourra s'avérer nécessaire, avant un retour à la normale de procéder à un nettoyage complet des ouvrages et des conduites constituant le réseau d'eau (Cf. 8.11).

En parallèle, les actions suivantes sont mises en place :

- Alimentation en eau potable de secteurs réduits et isolés grâce aux interconnexions réalisées avec les réseaux de Parville, de la Bonneville-sur-Iton, ainsi que la remise en fonctionnement temporaire de la station des Baux Sainte Croix. La délimitation des secteurs concernés est présentée en annexe 3 ;
- Fourniture d'eau embouteillée pour les abonnés prioritaires ;

- Citernage à partir d'eau potable de la station de Tourneville et si possible d'une UTM mise en place au niveau du F5 de Chenappeville.

7.2.2 Solutions à mettre en œuvre en cas de coupure des forages ou d'arrêt de l'UTEP

Ce paragraphe concerne les mesures à mettre en place en cas d'arrêt préventif des forages, ou suite à une pollution importante due à la turbidité (Cf. Scénario 3 du paragraphe 2.3.3), ou encore à cause d'un arrêt de fonctionnement durable de l'usine.

En fonction des ressources restantes, soumises au sur-pompage, la sectorisation du réseau et le pompage sera réalisé de manière à donner la priorité à l'alimentation des sites industriels.

Si la situation le permet, les forages incriminés les moins touchés pourront être maintenus pour suppléer le déficit en comptant sur la dilution pour abaisser la concentration en polluant, rendant celle-ci acceptable d'un point de vue réglementaire.

En parallèle, les actions suivantes sont mises en place :

- Alimentation en eau potable de secteurs réduits et isolés grâce aux interconnexions réalisées avec les réseaux de Parville, de la Bonneville-sur-Iton, ainsi que la remise en fonctionnement temporaire de la station des Baux Sainte Croix. La délimitation des secteurs concernés est présentée en annexe 3 ;
- Fourniture d'eau embouteillée pour les abonnés prioritaires ;
- Citernage à partir d'eau potable de la station de Tourneville et si possible d'une UTM mise en place au niveau du F5 de Chenappeville.

8 Fiches type

Les fiches suivantes sont des fiches de documentation générale décrivant les procédures à suivre pour :

- Constater une pollution
- Réaliser un prélèvement d'urgence
- Analyser l'eau prélevée (contact des laboratoires et des spécialistes à même d'interpréter les résultats)
- Identifier les produits transportés par voie routière
- Limiter l'étendue d'une pollution, enlever et traiter (liste des entreprises de dépollution)
- Avertir la population
- Annuaire du plan de secours
- Financer les frais occasionnés par des interventions pour pollution accidentelle
- Utiliser des camions-citernes
- Distribuer de l'eau en bouteille

8.1 CONSTATER

➤ **Le but recherché est de répondre aux questions suivantes :**

- quelle est la cause de la pollution effective ou potentielle de l'eau fournie par l'UTEP ?
- par quel vecteur les polluants ont-ils été transportés ou risquent-ils d'être transportés jusqu'à l'eau distribuée ?
- dans le cas où l'eau de distribution est atteinte, la pollution est-elle seulement localisée sur une partie du réseau, ou généralisée à l'ensemble de ce réseau ?
- quels dangers réels cette eau représente-elle pour les consommateurs ?

➤ **Un danger possible ou effectif pour les consommateurs d'un réseau d'A.E.P. peut se révéler aux responsables de la distribution de différentes manières :**

- par sa cause : constat d'un événement susceptible de polluer une ressource en eau
- par ses conséquences, l'eau de distribution étant polluée : constat d'un aspect inhabituel de l'eau, constat de troubles de santé ayant pour origine possible un problème hydrique, analyse de contrôle révélant une pollution de l'eau distribuée.

➤ **Constat d'un aspect inhabituel de l'eau :**

La surface de l'eau de l'échantillon est inhabituelle	La partie inférieure de l'échantillon est inhabituelle	La masse de l'eau de l'échantillon est inhabituelle
Tâches huileuses, plaques graisseuses, odeurs, mousses, couleur anormale.	Couleur anormale, Présence d'éléments insolubles.	Goût, couleur, opacité, émulsions, odeur, température.

A quelque niveau que soit constaté l'aspect inhabituel de l'eau, des prélèvements d'urgence doivent être faits en différents points (voir fiche « PRELEVEMENT D'URGENCE »), choisis de préférence en concertation avec l'ARS, comme par exemple :

- à l'endroit où est constaté l'aspect inhabituel de l'eau
- aux différents points de prélèvement alimentant le réseau s'il est possible qu'ils soient à l'origine de la pollution constatée
- en divers points que l'on pourra juger utiles pour cerner l'étendue de la pollution sur le réseau.

➤ **Constat de troubles de santé chez tout ou partie des abonnés du réseau ayant pour cause possible une affection d'origine hydrique**

L'eau est très facilement tenue pour responsable, parfois à tort, de certains épisodes épidémiques qui peuvent être constatés par les médecins généralistes.

En cas de soupçons de cet ordre, tout doit être mis en œuvre pour avertir au plus tôt l'ARS si elle ne l'est pas déjà ; c'est en effet à ce service qu'il incombe de prendre les décisions relatives à des troubles de santé de la population.

Il faut tout d'abord s'assurer que la localisation géographique des malades dont il est question correspond bien à une zone desservie par un même réseau d'alimentation en eau potable. Eventuellement, on peut constater quelques cas isolés, constitués par des personnes ayant pu consommer de l'eau du réseau incriminé bien que n'étant pas desservies à leur domicile propre par ce réseau.

Si la qualité de l'eau n'a été altérée que pendant une courte durée, compte tenu de la période d'incubation des malades (24 à 48 heures le plus souvent), du temps nécessaire pour faire enquêtes et recoupements et soupçonner l'eau, il est fort possible de ne pas retrouver trace de cette pollution dans les analyses qui seront faites.

La pollution à rechercher est certainement une pollution d'origine microbienne. Essayer de voir si l'eau soupçonnée n'a pas un aspect particulier.

Faire quelques prélèvements d'urgence (voir fiche « PRELEVEMENT D'URGENCE ») en des points choisis de préférence en concertation avec l'ARS :

- de l'eau distribuée chez les personnes malades,
- en plusieurs points sur le réseau en amont de la première personne malade recensée dans le sens de l'écoulement de l'eau dans le réseau,
- de l'eau des différents points de prélèvement alimentant le réseau.

Ne pas négliger les mesures simples (conductivité par exemple) qui peuvent aider à déceler immédiatement des anomalies ou des différences de qualité de l'eau pour orienter les prélèvements à faire.

➤ Analyse de contrôle rendant compte d'une pollution

Il peut arriver que sur certains points de prélèvement vulnérables ou de qualité médiocre, des analyses de contrôle rendent compte d'un dépassement ponctuel des normes pour un ou plusieurs paramètres, particulièrement les paramètres de contamination microbienne. Ces « anomalies » ont plus un caractère chronique qu'accidentel.

Toutefois, il est possible qu'une pollution accidentelle soit détectée grâce à une analyse de contrôle.

Deux cas sont à distinguer :

- anomalie sur l'un des paramètres contrôlés par une analyse d'eau provenant d'un point de prélèvement peu sûr, dont les variations de qualité sont fréquentes. Deux actions sont à entreprendre :
 - faire refaire les prélèvements et les analyses le plus rapidement possible par le laboratoire,
 - essayer de trouver la cause de cette anomalie en visitant le point de prélèvement en question et en s'assurant du bon fonctionnement des appareils de traitement éventuels (appareils de chloration, traitement de l'eau brute...).

Si l'anomalie est confirmée par la seconde analyse, une recherche plus poussée de l'origine du problème doit être faite.

- anomalie sur l'un des paramètres contrôlés par une analyse provenant d'un point de prélèvement habituellement de qualité constante, ou pollution importante d'un point de prélèvement peu sûr. Le caractère très inhabituel de la situation fait assimiler ce cas à une pollution accidentelle.

8.2 Prélèvement d'urgence

Un prélèvement doit être effectué le plus rapidement possible après la déclaration d'une pollution.

➤ **Matériel nécessaire :**

- deux ou trois bouteilles à eau minérale en matière plastique ou en verre de 1 à 2 litres de contenance, munies de leurs bouchons. Ces bouteilles doivent être propres et n'avoir contenu auparavant aucun autre produit que de l'eau,
- un stylo (type marqueur indélébile de préférence), et éventuellement des étiquettes autocollantes, ou plus simplement du papier adhésif pour marquer les bouteilles,
- du papier aluminium ou du carton noir,
- dans le cas d'une pollution de rivière, se munir aussi de sacs en matière plastique.

➤ **Mode opératoire :**

Il est impératif d'avoir les mains propres pour faire ces prélèvements :

- rincer plusieurs fois la bouteille avec de l'eau à prélever,
- remplir cette bouteille avec de l'eau à prélever jusqu'à ce qu'elle déborde en essayant d'agiter le moins possible l'eau au contact de l'air (éviter les remous),
- boucher hermétiquement la bouteille avec son bouchon propre (la bouteille ne doit pas contenir d'air)
- renouveler l'opération avec deux à trois bouteilles.
- Marquer sur chacune d'elles :
 - le lieu exact du prélèvement,
 - la date,
 - l'heure,
 - le nom du préleveur.
- entourer les bouteilles de papier d'aluminium ou de carton noir de manière à maintenir l'eau prélevée à l'abri de la lumière.
- Mettre les bouteilles au réfrigérateur le plus rapidement possible.

Dans le cas d'une pollution de rivière avec mortalité de poissons, prélever quelques spécimens de poissons morts d'espèces et de tailles différentes que l'on mettra aussi au réfrigérateur dans un emballage plastique sur lequel ou dans lequel on indiquera les mêmes renseignements que sur les bouteilles.

➤ **Rappel sur l'aspect juridique des prélèvements :**

En cas de pollution accidentelle, pour que la collectivité locale ou le GEA puisse se retourner contre le pollueur et obtenir des dédommagements, il faut que les prélèvements effectués aient une valeur juridique. Pour cela, il faut que les prélèvements aient été effectués en présence :

- d'une personne assermentée, comme le responsable de la police des eaux du cours d'eau considéré,
- ou plus simplement d'un fonctionnaire de la Gendarmerie ou de la Police dans tous les cas.

8.3 Analyser l'eau et les polluants

On soupçonne une dégradation de la qualité de l'eau, ou bien on constate cette dégradation: il faut renforcer la surveillance de l'eau distribuée.

➤ Analyses d'eau

Des prélèvements d'urgence ont dû être effectués (voir les fiches « CONSTATER » et « PRELEVEMENT D'URGENCE ») : sinon il est indispensable de les faire faire le plus rapidement possible (sauf pour le cas d'une montée de turbidité).

Il faut prendre si possible contact avec l'ARS et se mettre d'accord sur les laboratoires auxquels on confiera les analyses.

Ensuite, prendre contact directement avec chacun des laboratoires retenus pour fixer avec ceux-ci :

- les conditions de prélèvement,
- les modalités d'acheminement

Il est indispensable de donner à ces laboratoires toutes les indications leur permettant de juger s'ils seront capables d'effectuer les analyses demandées.

Il leur sera alors transmis les échantillons à analyser du produit polluant lorsqu'il a été recueilli, ainsi que toutes les indications que l'on aura pu collecter sur sa nature et sa composition.

Dans le cas de mortalité de poissons, faire prélever des poissons morts de tailles et d'espèces différentes et observer le comportement de ces animaux permet d'obtenir des informations supplémentaires :

- s'ils viennent respirer à la surface, c'est qu'il y a un manque d'oxygène dû à de la matière organique en excès,
- s'ils sautent nerveusement, c'est qu'il s'agit plutôt d'un produit toxique (acide, base, pesticides, cyanures...)

Ces poissons morts devront être montrés aux Services Vétérinaires qui, pourront dans certains cas, donner quelques indications sur la nature du produit polluant.

➤ Analyse de produit polluant

En cas de pollution par un produit chimique, tout doit être fait pour obtenir un maximum de renseignements sur ce produit : nature, composition, concentration, toxicité...

Ces renseignements peuvent être obtenus auprès du pollueur s'il est connu, ou auprès du transporteur.

➤ **Liste des laboratoires**

CRECEP : LABORATOIRE DE PARIS

Centre de recherche d'expertise et de contrôle des eaux de Paris

144 et 156 av. Paul Vaillant-Couturier-75014 Paris

Laboratoire agréé Santé Environnement

Tel : 01 40 84 78 78

E.T.S.A. : LABORATOIRE DE ROUEN

49 rue Mustel B.P. 4063 ,76022 ROUEN CEDEX 3

Tel : 02 32 10 22 44

LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES DE L'EURE

12 rue du Docteur Michel Baudoux -27023 Evreux cedex

Tel : 02 32 38 26 70

LABORATOIRE SGS MULTILAB

ZI Saint Guénault, 7 rue Jean Mermoz – 91031 Evry cedex

Tel : 01 69 36 72 72

(Analyses en urgence sous 24, 48, 72 et 96 heures)

➤ **Liste des spécialistes**

ARS de l'Eure

Ingénieur sanitaire

Boulevard Georges Chauvin 27 000 Evreux

Tel : 02 32 78 29 29

Hydrogéologue agréé

Monsieur KHAMMARI

CLG Louise Michel – rue Hélène Boucher, BP 26 – 76801 Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel : 06 77 78 72 41

8.4 Identification de produits transportés par voie routière

L'identification du produit est primordiale pour les premières interventions (soins à porter aux blessés, agents d'extinction conseillés, précautions à prendre vis à vis du produit...), ainsi que pour pouvoir mesurer les conséquences éventuelles sur le milieu naturel (eau en particulier).

On procédera de la façon suivante :

1) Examen des plaques et des fiches d'identification si elles existent et si elles peuvent être lues.

Si on connaît le numéro de danger, chaque intervenant prendra connaissance des précautions à prendre grâce aux documents qui sont en possession des pompiers.

Il sera toujours prudent de vérifier les informations ainsi recueillies auprès de l'expéditeur, du destinataire ou du propriétaire du véhicule.

2) Si le camion ne possède pas de plaques ou de fiches, il faudra rechercher les informations nécessaires sur l'emballage du produit et auprès du chauffeur et/ou du destinataire, de l'expéditeur ou du propriétaire.

Dans tous les cas, il faut rechercher la composition exacte du produit ainsi qu'un maximum de renseignements sur sa toxicité et la quantité de substance ayant contaminé le site.

8.5 Limiter l'étendue, enlever et traiter un déversement accidentel

➤ L'accident a eu lieu sur le sol

Il faut éviter l'infiltration, éviter le ruissellement vers un cours d'eau ou vers les égouts, contacter une société d'enlèvement, essayer de neutraliser le polluant lorsque c'est possible et lorsque cette neutralisation ne risque pas d'avoir des conséquences encore plus graves.

➤ L'accident a eu lieu dans le sol

Il faut éviter l'écoulement, arrêter la circulation du produit (cas des canalisations rompues), récupérer le produit, et contacter une société d'enlèvement.

➤ La pollution a atteint un cours d'eau

La procédure consiste en une mise en place de barrages flottants si le produit polluant reste au moins partiellement en surface, enlever, traiter, neutraliser et contrôler.

Cette partie du travail à effectuer, lorsque l'on est confronté à un cas de pollution accidentelle, est souvent du ressort des Services d'incendie et de secours, qui sont entraînés et équipés pour ce genre d'opération.

L'action anti-pollution comprend :

- La neutralisation de la pollution
- Le contrôle anti-pollution

➤ La neutralisation de la pollution

La direction des opérations est assurée par le service départemental d'incendie et de secours :
TEL : 02 32 62 27 88 ou 18 ou 112 pour les téléphones portables.

Si la pollution se produit dans l'enceinte d'un établissement, il est nécessaire de contacter le directeur de cet établissement et, si possible, l'inspecteur des installations classées.

L'intervention consiste en :

- Arrêter le déversement, colmatage des fûts de citernes, de réservoirs ou de conduites,
- Recueillir les liquides dans des récipients étanches,
- Empêcher l'expansion sur le sol ou dans l'eau, l'infiltration dans les bouches d'égout, le puits et les caves,
- Neutraliser les produits déversés : pompage, transvasement, absorption, neutralisation chimique
- Prendre au lieu de déversement des échantillons témoins du produit polluant, de l'eau ou des terres polluées,
- Etablir un rapport succinct d'intervention avec copie à la direction de la protection civile. Indiquer sur le rapport le temps et le lieu de l'intervention, ainsi que la nature et la quantité du produit déversé.

➤ **La neutralisation du milieu contaminé**

La direction des opérations est prise en charge sur place par le Préfet qui assure la coordination des opérations avec l'aide d'une direction technique désignée par le Préfet, en fonction des attributions de son service et des circonstances mêmes de la pollution.

L'intervention consiste à compléter la phase d'intervention précédente par la mise en œuvre de moyens plus importants ou plus spécialisés.

Ce stade comprend en priorité, l'enlèvement du milieu contaminé par pompage intensif dans le milieu aquifère pollué et l'enlèvement des terres polluées.

Si nécessaire, les eaux et les terres polluées sont stockés provisoirement avant transport, en les transférant dans des citernes ou des bâches.

Le transport et le déversement des terres et des eaux polluées sont effectués sur des aires reconnues adéquates (pour les terres) et dans des secteurs reconnus favorables (pour les eaux).

Eventuellement, un dispositif de contrôle de l'évaluation de la pollution (analyse des eaux superficielles et souterraines, installation de piézomètres de surveillance), (pompage dans des puits et des forages, création d'un réseau de drainage) peut être mis en place.

Un rapport d'intervention est établi en complément de celui du Service départemental d'incendie et de secours, adressé à la Protection Civile.

Nota : Le directeur des opérations de neutralisation se fait aider ou conseiller par les spécialistes compétents, notamment l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ARS, La DDTM et les hydrogéologues agréés du département.

En ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre, il pourra être fait appel : aux entreprises spécialisées de génie civil, aux entreprises de transport et à l'armée (cas les plus graves).

L'ARS pourra décider, au besoin, de confier au laboratoire spécialisé lui paraissant le plus qualifié, l'analyse du produit polluant.

Pour le transport du produit pollué sur le laboratoire spécialisé, il sera fait appel à la gendarmerie ou à la police s'il s'agit d'un produit très toxique.

Le Directeur de la Protection Civile s'assurera auprès du service responsable de l'intervention que toutes les mesures utiles auront été prises, concernant l'arrêt du déversement, la neutralisation et l'enlèvement du milieu contaminé.

➤ **Liste des entreprises spécialisées dans l'enlèvement et le traitement des déchets :**

- Entreprises spécialisées dans la dépollution des sites :

GRS VALTEC

105 avenue du 8 mai 1945 69 140 Rillieux la Pape

Tel : 04 72 01 81 81

BIOGENIE
Rue Petit Albi 95 800 Cergy
Tel : 01 34 41 73 00

- Conseiller technique avant élimination :

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)
Délégation régionale Haute-Normandie
"Les Galées du Roi" - 30 rue Gadeau de Kerville 76100 ROUEN
Tél : 02 35 62 24 42
Fax : 02 33 81 93 13

- Collecte, traitements et enlèvement des déchets :

ETS BACHELET SA
RN 13 27 170 COMBON
Tél : 02 35 37 71 60

IKOS ENVIRONNEMENT – PITRES
Lieu dit les Varennes 27 590 PITRES
Tél : 02 32 48 09 03

IPODEC NORMANDIE
Ecoparc 27 400 HEUDEBOUVILLE
Tél : 02 32 40 03 88

MAILLOT SAS
Voie du futur 27 102 VAL de BREUIL
Tél : 02 32 63 78 00

NORMADEC
32 rue Aristide Briand 27 400 PINTERVILLE
Tél : 02 32 25 96 85

VDI
Route des Andelys 27 940 COURCELLES-SUR-SEINE
Tél : 02 32 53 79 20

VIAM
Route d'Ingremares 27 400 HEUDEBOUVILLE
Tél : 02 32 25 68 27

8.6 Avertissement de la population

**La décision d'avertir la population doit être soupesée avant d'être prise :
il ne faut pas inquiéter la population sans raison valable.**

➤ Dans quels cas faut-il avertir la population ?

La population doit être alertée dans les cas suivants :

- Arrêt partiel ou total de la distribution,
- Eau dont l'utilisation est interdite pour tous usages,
- Eau non potable pour la consommation humaine, mais dont la distribution continue d'être assurée,
- Eau potable présentant des caractéristiques inhabituelles mais sans danger.

➤ Qui avertir ?

Uniquement les usagers de la zone déjà concernée ou de la zone menacée si cette zone est définie sans erreur possible et si on est sûr que le problème va s'y circonscrire. Les autres usagers se verront préciser qu'il n'y a pas de danger pour eux.

Le réseau desservi par l'UTEP concerne les communes suivantes : Evreux, Arnières-sur-Iton, Gravigny, Saint-Sébastien-de-Morsent, Angerville, Guinchainville, Fauville, Huest, Prey, Sassey, Baux-Sainte-Croix, Les Ventes, Le Plessis-Grohan et Avrilly.

Les coordonnées des mairies concernées sont reportées dans l'annuaire du plan de secours.

➤ Comment avertir ?

Le préfet gère et coordonne la communication sur l'événement ainsi que l'information du public.

Il faut que les informations soient diffusées le plus rapidement possible et qu'elles atteignent la totalité de la population visée. En particulier, il faut avertir directement tous les utilisateurs les plus sensibles: voir fiche « ABONNES PRIORITAIRES ».

Pour faire passer les informations, on peut citer les moyens suivants :

- affichage en mairie
- affichage chez les commerçants et à des points "stratégiques" des communes (cabinets d'attente des médecins, chez les pharmaciens...),
- diffusion de messages par voiture haut-parleur,
- utilisation de panneaux d'information municipaux,
- diffusion de messages par les radios et télévisions locales ou régionales,
- information par les quotidiens locaux,
- distribution de messages dans les boîtes aux lettres par la poste, par les services municipaux ou par le GEA.

D'une manière générale, la diffusion de l'information se fera bien dans les petites communes par le bouche à oreille. Encore faut-il que ce bouche à oreille soit canalisé, organisé, c'est à dire doublé par d'autres moyens d'information ayant moins tendance à introduire des distorsions dans les messages divulgués.

Chaque service concerné est chargé d'alerter les abonnés prioritaires en cas de crise par messages téléphoniques, confirmés par télécopie ou courrier.

- domaine sanitaire, population sensible : ARS ;
- domaine scolaire : Inspection académique ;
- domaine agroalimentaire et animalier : DDSV ;
- domaine de sécurité - établissements ICPE jugés sensibles : DREAL ;
- domaine de sûreté – sites spécifiques : DEFENSE, DMD.

L'information des professionnels de santé, et notamment des médecins libéraux et des pharmaciens de la zone géographique concernée, peut être mise en œuvre afin d'assurer une meilleure prise en charge des éventuels malades et/ou afin de mettre en place un suivi de l'impact sanitaire de la crise. Cette démarche est organisée par la ARS.

8.7 Annuaire du plan de secours

Association Départementale de Protection Civile

Immeuble Ronceveaux
55 rue Romain Rolland 27 000 Evreux
Tél : 02 32 28 01 61

Brigade de Gendarmerie

2 rue Buzot 27 000 Evreux
Tél : 02 32 29 57 17

Commissariat de Police

13 rue Rochette 27 000 Evreux
Tél : 02 32 39 90 00

EDF

11 rue Chartraine 27 000 Evreux
Tél : 0810 027 028

SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours)

8 rue du Docteur Michel Baudoux
27 000 Evreux
Tél : 02 32 62 27 88

Grand Evreux Agglomération

9 rue Voltaire BP 423
27 004 Evreux cedex
Tél : 02 32 31 92 92
Responsable production :
06 08 75 51 35

ARS

Boulevard Georges Chauvin 27 000
Evreux
Tél : 02 32 78 29 29

DDTM

1 avenue du Maréchal Foch 27 022
Evreux
Tél : 02 32 29 60 60

Mairie d'Evreux

Place du Général de Gaulle 27 000
Evreux
Tél : 02 32 31 52 52
Maire : M.Champredon

Mairie d'Arnières-sur-Iton

10 rue Aristide Briand 27 180 Arnières-
sur-Iton
Tél : 02 32 39 95 15
Maire : F.Obé
Tel : 06 70 02 91 87
Mail : fran.obe@gmail.com

Mairie de Gravigny

115 avenue Aristide Briand 27 930
Gravigny
Tél : 02 32 39 85 20
Maire : F.Gantier
Tel : 06 08 82 57 26
Mail : evanet8@orange.fr

Mairie de Saint-Sébastien-de-Morsent

1 place Mendès France 27 180 Saint-
Sébastien-de-Morsent
Tél : 02 32 33 35 13
Maire : S.Bontemps
Tel : 06 28 78 53 78
Mail : sergebontemps@aliceadsl.fr

Mairie d'Angerville

Rue ferme 27 930 Angerville
Tél : 02 32 28 21 74
Maire : G.Dossang
Tel : 06 42 42 57 93
Mail : maireangerville27@orange.fr

Mairie de Guichainville

15 rue d'îme 27 930 Guichainville
Tél : 02 32 37 95 68
Maire : F.Bibes
Tel : 06 47 00 88 11
Mail : mairie@guichainville.com

Mairie de Fauville

Route de Huest 27 930 Fauville
Tél : 02 32 38 48 39
Maire : G.Dumont
Tel : 06 42 42 57 93
Mail : fauville.mairie@wanadoo.fr

Mairie de Huest

9 rue Vernon 27 930 Huest
Tél : 02 27 34 17 34
Maire : M.Molina
Tel : 06 07 60 95 30
Mail :michel.molina6@wanadoo.fr

Mairie de Prey

Place de René Cardin 27 220 Prey
Tél : 02 32 37 95 80
Maire : D.Davard

Mairie de Sassey

Route Licorne 27 930 Sassey
Tél : 02 32 31 03 32
Maire : C.Bénard
Tel : 06 09 99 40 13
Mail :
Catherine.BERNARD@sante.gouv.fr

Mairie des Baux-Sainte-Croix

Rue de la Libération 27 180 Baux-
Saintes-Croix
Tel : 02 32 67 41 37
Maire : X.Hubert
Tel : 06 08 82 87 31
Mail : xavier.hubert2@wanadoo.fr

Mairie des Ventes

1 place de la Mairie 27 180 Les Ventes
Tel : 02 32 67 43 31
Maire : C.Fessard
Tel : 06 82 06 61 65
Mail : christine.fessard@laposte.fr

Mairie du Plessis-Grohan

Hameau Garel route de Damville 27 180
Le Plessis-Grohan
Tel : 02 32 34 56 94
Maire : JP.Walaszek
Tel : 06 24 49 07 55
Mail :walaszekjp@orange.fr

Mairie d'Avrilly

7 rue Bordes 27 240 Avrilly
Tel : 02 32 67 48 14
Maire : F.Flamen

Préfecture de l'Eure

Boulevard Georges Chauvin 27 000
Evreux
Tél : 02 32 78 27 27

Conseil Général de l'Eure

Boulevard Georges Chauvin 27 000
Evreux
Tel : 02 32 31 50 50

SAVITON

Syndicat Aval de la Vallée de l'Iton
344 rue Jean Monnet - BP 946
27009 EVREUX Cedex
Tel : 02 32 31 16 39 ou 06 79 22 22 76

DREAL (service risques) ROUEN

21 avenue de la Porte des Champs
76037 Rouen Cedex
Tél. 02.35.52.32.00

DREAL Unité Territoriale de l'Eure

Rue de Melleville
27930 Angerville la Campagne
Tél. 02.32.23.45.70

VEOLIA (UMT)

Direction Technique Normandie VEOLIA
EAU
Tel : 02 32 76 60 00

Ondeo Industrial Solutions

5 rue Pierre Semard 76600 Le Havre
Tél : 02.35.24.34.02

8.8 Financement

La Circulaire NOR/INT/E/89/00284/C du 13 septembre 1989 a pour objet de préciser les modalités d'application des dispositions de l'article 13 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relatives à la prise en charge des dépenses exposées à l'occasion de la mise en œuvre des opérations de secours. Les dispositions de cette circulaire sont reproduites ci-dessous :

REGLES APPLICABLES EN MATIÈRE DE REGLEMENT DES DEPENSES IMPUTABLES AUX OPERATIONS DE SECOURS :

A) Règlement des dépenses en l'absence de déclenchement d'un Plan ORSEC :

1) Le principe général :

Les dépenses liées aux opérations de secours incombent à la commune bénéficiaire des secours. Ce principe ne souffre aucune exception en l'absence de déclenchement du plan ORSEC.

Il comporte les conséquences suivantes :

- En ce qui concerne les dépenses engagées par l'Etat et ses établissements publics :

Les dépenses se rapportant aux opérations de secours effectuées par les services relevant de l'Etat et ses établissements publics à l'aide de leurs moyens propres sont mises à la charge de la commune bénéficiaire des secours: hélicoptères, avions, UIISC, etc ...

Il est à noter que l'indemnité due aux personnes requises par les autorités de l'Etat en application de l'article 10 de la loi, en contrepartie de l'aide, des biens et des services qu'elles ont fournis, incombe à la commune pour le compte de laquelle la réquisition a été prononcée.

- En ce qui concerne les dépenses engagées par les collectivités locales et leurs établissements publics :

Ces dépenses sont prises en charge par la commune bénéficiaire des secours. Elles comprennent notamment les frais de déplacement et de transport des personnels et des matériels, l'alimentation et l'hébergement des personnels et les pertes et réparations de matériel.

S'agissant de la mise à disposition des personnels sapeurs-pompiers professionnels ou volontaires, les dépenses directement imputables comprennent les rémunérations calculées sur la base des vacations horaires correspondant à la présence effective en opérations 16 vacations par cycle de 24 heures.

2) Les atténuations :

L'alinéa 2 de l'article 13 ne fait pas obstacle à l'application des règles particulières de prise en charge des dépenses des services d'incendie et de secours dans le cadre du département telles qu'elles sont définies par l'article L. 221.2.7ème du code des communes et le décret n° 88-623 du 6 mai 1988 relatif à l'organisation générale des services d'incendie et de secours.

Le service départemental d'incendie et de secours au financement duquel la commune participe est susceptible de couvrir partiellement ou intégralement les frais de secours.

Dans le cas d'opérations de secours intéressant plusieurs communes d'un même département et en cas de difficulté, la répartition des dépenses entre chacune d'elles est fixée par le préfet du département ou, dans l'hypothèse où les différentes communes concernées ne seraient pas situées dans le même département, mais à l'intérieur d'une même zone, par le préfet de la zone de défense.

Si les opérations de secours intéressent plusieurs communes situées dans des zones de défense différentes et en cas de difficulté, il appartient au ministre chargé de la sécurité civile d'opérer cette répartition conformément aux compétences qu'il détient de l'article 6 de la loi du 22 juillet 1987 précitée.

Cependant lorsqu'une opération d'ampleur exceptionnelle a eu pour effet de placer une commune ou un service départemental d'incendie et de secours dans une situation financière particulièrement difficile, les autorités locales peuvent, le cas échéant, bénéficier d'une aide financière de l'Etat en application des deux procédures suivantes

- En ce qui concerne les communes :

L'article L 235-5 du code des communes dispose que des subventions exceptionnelles peuvent être attribuées par arrêté ministériel à des communes dans lesquelles des circonstances anormales entraînent des difficultés financières insurmontables pour équilibrer le budget si les moyens susceptibles d'être mobilisés par la commune ont été utilisés et apparaissent comme insuffisants. Après saisie de la chambre régionale des comptes dans les conditions prévues aux articles 8 et 9 de la loi n° 82-214 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des régions, des départements et des communes, les ministères de l'intérieur et du budget statuent sur la demande de subvention exceptionnelle faite par le préfet.

- En ce qui concerne les services départementaux d'incendie et de secours :

L'article 11-3 du décret n° 88-623 du 6 mai 1988 prévoit la possibilité pour les services départementaux d'incendie et de secours de bénéficier éventuellement de subventions de l'Etat (crédits ouverts au budget du ministère de l'intérieur - direction de la sécurité civile).

Les subventions sont accordées a posteriori au vu des comptes de la collectivité concernée et afin de contribuer à les rééquilibrer. Elles ne revêtent jamais un caractère obligatoire pour l'Etat et ne doivent en aucun cas servir à régler directement des factures.

B - Les exceptions au principe de règlement par la commune bénéficiaire : le cas de déclenchement d'un Plan ORSEC :

1) La règle générale :

L'article 13 - alinéa 3 dispose : "Toutefois, en cas de déclenchement d'un Plan ORSEC, les dépenses exposées par l'Etat et ses établissements publics ou par les collectivités territoriales et leurs établissements publics d'une même zone de défense ou, lorsqu'il est fait application de l'article 8, d'une même région ou d'un ensemble de départements exposés à certains risques, ne donnent pas lieu à remboursement sauf lorsque des modalités particulières de répartition de ces dépenses ont été fixées dans le cadre d'une convention ou d'une institution interdépartementale.

La règle établie par l'article 13 - 3ème alinéa conduit à faire reposer la prise en charge des dépenses sur les collectivités publiques prestataires précitées.

En effet, le déclenchement d'un Plan ORSEC fait naître une situation exceptionnelle justifiant de faire appel à la solidarité de l'ensemble de ces collectivités publiques qui sont dès lors, toutes susceptibles de devenir prestataires des secours et en supportent respectivement la charge financière."

2) Les conséquences financières liées au déclenchement d'un Plan ORSEC :

- Conséquences en ce qui concerne l'Etat et ses établissements publics :

Le principe énoncé ci-dessus est applicable en cas de déclenchement d'un Plan ORSEC tel qu'il est défini à l'article 2 de la loi du 22 juillet 1987, qu'il s'agisse du Plan ORSEC départemental, zonal ou national.

Il importe de souligner à cet égard que le déclenchement d'un Plan ORSEC ne conduit pas à la prise en charge financière par l'Etat de l'ensemble des frais de secours engagés à cette occasion

Il s'en suit que les collectivités territoriales et leurs établissements publics ne sont pas fondés à demander à l'Etat le remboursement des dépenses qu'ils ont exposées au titre des secours qu'ils ont apportés avec leurs propres moyens.

Pour leur part, l'Etat et ses établissements publics supportent les dépenses liées aux opérations de secours qu'ils ont engagées à l'aide de leurs moyens propres à l'occasion de la mise en œuvre d'un Plan ORSEC.

- Conséquence en ce qui concerne les collectivités territoriales et leurs établissements publics :

La mise en œuvre d'un plan ORSEC recouvre, dans la pratique, trois hypothèses éventuellement cumulatives :

- les moyens de secours sont engagés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics situés dans le ressort de la même zone de défense dont dépend la commune bénéficiaire des secours;

- les moyens de secours sont engagés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics situés dans une même région ou un ensemble de départements exposés à certains risques lorsqu'il est fait application de l'article 8 de la loi précitée ;
- les moyens de secours sont engagés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics situés à l'extérieur de la zone de défense dont dépend la commune bénéficiaire des secours.

La mise en œuvre d'un Plan ORSEC entraîne les conséquences suivantes :

- Secours internes à la zone de défense :

Les dépenses engagées à l'occasion des opérations de secours ne sont pas remboursées par la commune bénéficiaire des secours.

Au nom de la solidarité interdépartementale voulue par le législateur dans le cadre de la zone de défense, les dépenses engagées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont supportées par chacun d'entre eux, que les opérations de secours aient été engagées à leur profit ou qu'elles aient été engagées au profit d'une autre commune située dans la même zone de défense.

- Secours internes à une même région ou à un ensemble de départements exposés à certains risques :

Il est rappelé qu'un préfet de région peut se voir confier tout ou partie des compétences normalement dévolues au préfet de la zone de défense par un arrêté du Premier ministre qui définit le champ territorial d'application de ce transfert de compétence. Dans cette hypothèse, la commune bénéficiaire des secours ne rembourse pas les frais exposés par les collectivités territoriales si celles-ci sont situées dans le même champ géographique, objet du transfert de compétence au profit du préfet de région.

- Secours extérieurs à la zone de défense :

Les dépenses exposées par les collectivités territoriales ou leurs établissements publics, situés en dehors de la zone de défense dans laquelle se situent les communes bénéficiaires des secours, seront remboursées par ces dernières.

Dans tous ces cas, quand des modalités particulières de réparation de ces dépenses ont été fixées dans le cadre d'une convention ou d'une institution interdépartementale, ces modalités prévalent sur toute autre règle sans avoir pour effet de remettre en cause le principe de la solidarité.

L'existence de telles conventions permet ainsi de fixer par anticipation la péréquation des charges financières des différentes collectivités territoriales et leurs établissements publics lors de la mise en œuvre des opérations de secours dans le cadre d'un plan ORSEC.

8.9 Utilisation de camions-citernes

Le principe est d'alimenter en eau la bâche de remise à l'équilibre de l'UTEP à l'aide de camions-citernes préalablement remplis sur un autre réseau d'eau destinée à la consommation humaine (suivi dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire effectué par l'ARS).

L'avantage de cette solution est qu'elle permet de garantir une continuité quantitative (moyennant éventuellement quelques restrictions d'usage) et qualitative (mais pas toujours) de l'alimentation en eau. Par contre, il est nécessaire de prendre en compte le délai de mise en œuvre de cette solution qui peut être long.

➤ Les camions-citernes :

Seuls des camions-citernes de type alimentaire peuvent être utilisés. Cela concerne donc des entreprises privées spécialisées dans le transport de liquides alimentaires (lait, jus de fruits, vins, ...). Dans ce cadre, les camions des pompiers ne sont pas utilisables.

Avant la première utilisation de la citerne, il est nécessaire de pratiquer un nettoyage complet de la cuve par une désinfection énergique à 5 mg/l de chlore actif (soit 1 berlingot d'eau de Javel 36°chl pour 5 m3 d'eau) suivie d'une vidange.

L'eau transportée dans la cuve doit être **désinfectée manuellement**

➤ Le remplissage de la bâche :

Le remplissage de la bâche depuis la cuve se fait à l'aide de tuyaux souples déjà existants sur le camion-citerne ou apportés à cette occasion (du type des tuyaux de lutte contre l'incendie). Ces tuyaux doivent avoir été préalablement nettoyés et désinfectés.

Cette opération doit être menée délicatement et proprement afin de ne pas contaminer l'eau transportée (surtout d'un point de vue micro biologique).

➤ IV. La mise en service :

L'ensemble de ces interventions, qui est réalisé la plupart du temps par un personnel non-qualifié et souvent dans l'urgence, manque malheureusement de fiabilité en termes de sécurité sanitaire. Il est donc important de tester la concentration résiduelle en chlore actif dans la bâche une fois le remplissage terminé. Si les résultats sont insuffisants, il est nécessaire de prévoir une nouvelle désinfection de l'eau, soit manuellement dans la bâche soit dans une station de traitement existante si la bâche est à l'amont.

Par ailleurs, afin de sécuriser sur le plan sanitaire cette alimentation en eau provisoire, l'ARS doit mettre en œuvre durant toute la durée du dispositif un programme de surveillance spécifique de l'eau distribuée, notamment vis-à-vis de sa qualité microbiologique.

Remarque : A noter que les camions-citernes peuvent également servir à distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine directement à la population. Les conditions d'utilisation sont les mêmes que celles décrites plus haut. Les camions-citernes sont alors installés dans un

lieu d'accès facile et connu par les usagers qui viennent s'y ravitailler. Le problème est que les récipients utilisés ne sont pas toujours nettoyés et désinfectés.

Aussi cette démarche est assez rare et il est préférable d'organiser une distribution d'eau embouteillée qui offre de meilleure garantie quant à la qualité sanitaire de l'eau que la population ramène à son domicile

ANNEXE 1 : Périmètres de protection éloignés et vulnérabilité des champs captant de la Vallée et des Coteaux de l'Iton

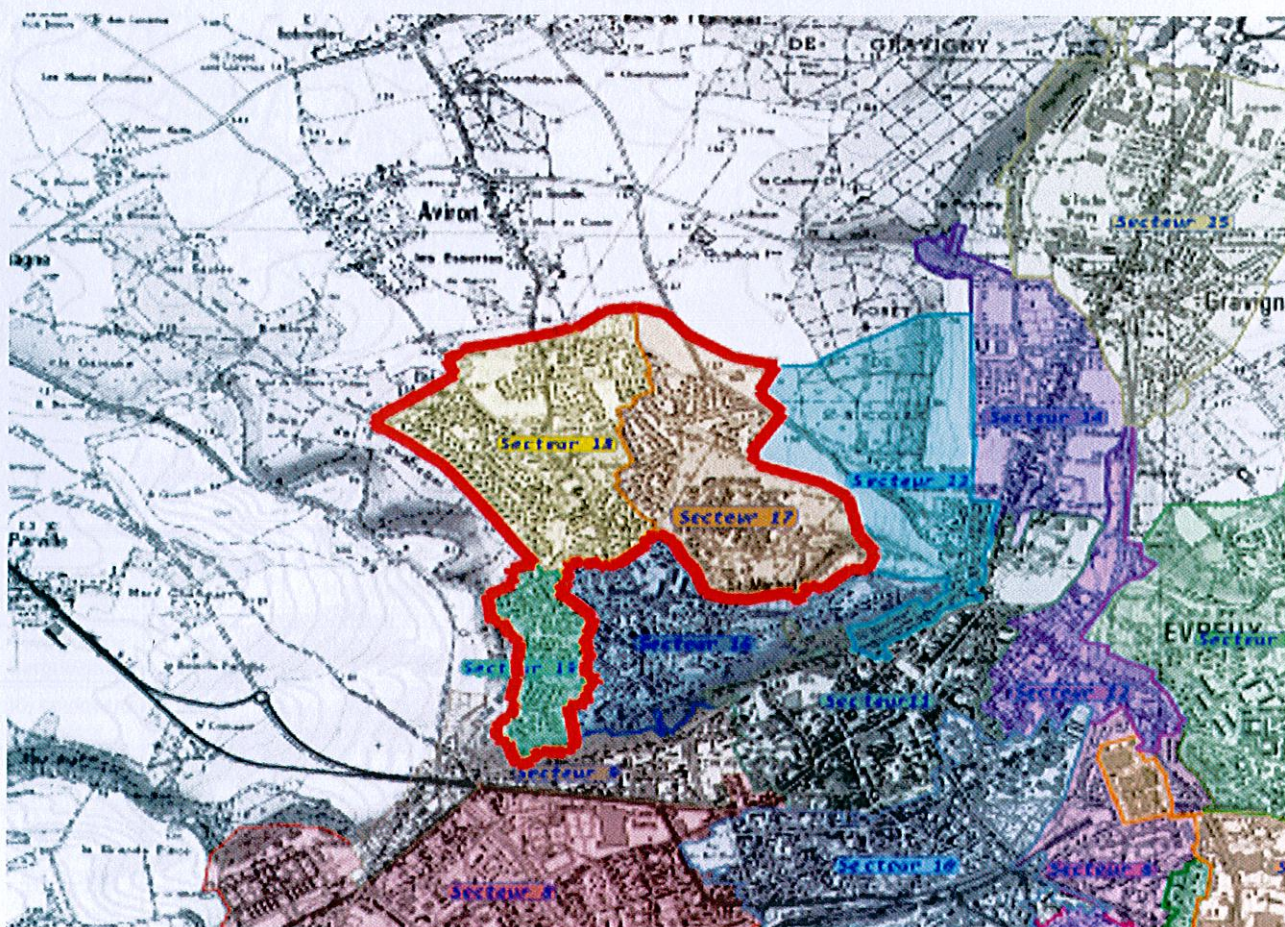
ANNEXE 2 : Périmètres de protection éloignés et isochrones 50 jours des forages alimentant l'UTEP

ANNEXE 3 : Délimitation des secteurs bénéficiant d'une alimentation de secours grâce à une interconnexion

Certains secteurs, présentés sur la carte suivante, peuvent être isolés par des manœuvres hydrauliques et alimentés en eau potable par des interconnexions avec :

- Le réseau relié à la station de Parville

Les 3 secteurs d'Evreux cerclés de rouge pourront être alimentés via Aviron par la station de Parville.



- Le réseau de la Bonneville-sur-Iton,

L'Hopital de la Musse et presque l'ensemble de la commune de Saint Sébastien de Morsent (zone cerclée de rouge) pourront être alimentée via une connexion par la Bonneville-sur-Iton.

ANNEXE4 : Liste des abonnés prioritaires

Dans cette liste, l'ensemble des référents inscrits doivent être prévenus en cas de coupure de l'alimentation en eau potable ou de restriction de l'usage de l'eau. Toutefois, seuls ceux surlignés en jaune bénéficieront d'une distribution d'eau en bouteilles.

Nom Etablissement	adresse	ville	Type d'établissement	Population Accueillie	Tél1	Fax	Courriel
ADMR de l'Eure	ZACdu Bois des Communes BP 1706	Evreux	services de soins infirmiers à domicile	Adultes	0232398080	0232398079	contact@admr27.com
CADA Evreux	37 boulevard Gambetta	Evreux	CADA	adultes et enfants	0232231025	0232280929	cadaevreux@France-terre-asile.org
CAMSP La Ronce	13 rue d'Avrilly	Evreux	CAMSP	Enfants	0232287703	0232230253	
CH Evreux Annexe St Michel		Evreux	EHPAD	Adultes	0232338000	0232338199	v.anatole@chi-eureseine.fr
CHI Eure-Seine	17, rue Saint Louis	Evreux	Centre Hospitalier	Adultes et enfants	0232338000	0232338197	v.anatole@chi-eureseine.fr
CHRS Aurore	74 et 82 avenue Maréchal Foch	Evreux	CHRS	adultes et enfants	0232625559	0232626677	aurore.asso@wanadoo.fr
CHRS La Pause	6 bis rue Victor Hugo	Evreux	CHRS	femmes et enfants	0232335276	0232625936	lapauseevreux@wanadoo.fr
CHRS l'Abri	51 rue Romain Rolland	Evreux	CHRS	hommes	0232380138	0232628486	abri.asso@wanadoo.fr
CHRS UDAF	10 rue de l'Horloge	Evreux	CHRS	adultes et enfants	0232296700	0232337991	udaf27@wanadoo.fr
CHS Navarre	62, route de Conches	Evreux	Centre Hospitalier Spécialisé	Adultes et enfants	0232317676	0232317791	textes.officiels@chs-navarre.fr
Clinique Bergouignan	1, rue du Dr Bergouignan	Evreux	Clinique	Adultes et enfants	0232314593	0232335841	contact@clinique-bergouignan.com
Clinique Pasteur	58, boulevard Pasteur	Evreux	Clinique Chirurgicale	Adultes et enfants	0232389529	0232385778	a.moreau@clinique-pasteur.fr
CMPP Victor Hugo	rue Dulong	Evreux	CMPP	Enfants	0232390365	0232623795	cmpp.victor-hugo@wanadoo.fr
CRA La Ronce	13 rue Lavoisier	Evreux	CRA	Enfants	0232287704	0232230253	laronce.cra@wanadoo.fr
ESAT APF	25 bis rue Joliot Curie	Evreux	ESAT	adultes	0232283228	0232280132	cat.verhulst@wanadoo.fr
ESAT Ateliers du Beffroi	rue Jean Monnet	Evreux	ESAT	adultes	0232622190	0232622194	s.honore@papillons-blancs.com
ESAT St Sébastien	La Fosse aux Buis	St Sébastien de Morsent	ESAT	adultes	0232334108	0232334169	duriezpierre@wanadoo.fr
FAM de Guichainville	3 rue de Concorde	Guichainville	FAM	adultes	0232287980	0232287981	g.daudier@papillons-blancs.com
FAM François Morel	16 rue de la Ronde	Evreux	FAM	adultes	0232398430	0232395483	secretariat.francois.morel@wanadoo.fr
FPA de Navarre	51, rue Aristide Briand	Evreux	Foyer logements	Adultes	0232394318	0232395894	
IME Home Pascale	3 rue Docteur Le Thièrre	Evreux	IME	Enfants	0232628265	0232628266	homepascale@wanadoo.fr

IME René Coutant	60 rue Toulouse Lautrec	Evreux	IME	Enfants	0232288115	0232280606	
IMPro La Ronce d'Evreux	13 rue Lavoisier	Evreux	IMP	enfants	0232287701	0232287710	laronce27000@aol.com
Logements Foyer la Madeleine	85, rue de la Forêt	Evreux	Foyer logements	Adultes	0232283804	0232283804	
Logements Foyer Maillot	36, rue Maillot	Evreux	Foyer logements	Adultes	0232395401	0232395401	
MAS La Haye Bérou	Guichainville	Guichainville	MAS	adultes	0232236500	0232371933	Sylvie.Casella@asmeg.org
MR Augustin Azémia	66, rue Saint-Germain	Evreux	EHPAD	Adultes	0232336295	0232386453	
MR La Filandière	1, rue des Maraîchers	Evreux	Maison de retraite	Adultes	0232291414	0232625056	sandrine.demitis@chi-eureseine.fr
PSPH La Musse	B.P. 119	St Sébastien de Morsent	Hôpital	Adultes	0232293031	0232293039	c.palladitcheff@hlrs-lamusse.net
Résidence Le Tiers Temps	14, boulevard Chambaudoïn	Evreux	EHPAD	Adultes	0232296900	0232296909	navarre@domusvi.com
SASI La Ronce	13 rue Lavoisier	Evreux	SASI	Enfants	0232287700	0232230253	
SESSAD APF	La Garenne de Melleville	Guichainville	SESSAD	Enfants	0232284834	0232284839	apf.sessd27@wanadoo.fr
SESSAD Mille Couleurs	5 rue de la Vieille Gabelle	Evreux	SESSAD	Enfants	0232316016	0232312610	laronce27000@aol.com
SSIAD Evreux	Rue de la Forêt	Evreux	services de soins infirmiers à domicile	Adultes	0232288344	0232288344	

<u>Enseignement - collèges et lycées</u>	adresse	Code postal	Commune	Consommation annuelle en m3	Tél
Collège Saint François	8 rue Portevin	27 000	EVREUX	5000	0232390163
Collège Marcel Pagnol	2 rue des Ecoles	27 930	GRAVIGNY	2000	0232333816
Collège de l'Immaculée	56 bis rue Aristide Briand	27 000	EVREUX	1200	0232398770
Collège de Navarre	8 rue de Quinconces	27 000	EVREUX	1120	0232332412
Collège Paul Bert	29 rue Saint Sauveur	27 000	EVREUX	1700	0232622430
Collège Jean Rostand	64 rue de Sacqueville	27 000	EVREUX	1750	0232334793
Collège Pablo Neruda	rue de Russelheim	27 000	EVREUX	1200	0232283652
Collège Georges Politzer	3 rue Georges Politzer	27 000	EVREUX	2000	0232282875
Collège Jean Jaurès	9 rue de la Justice	27 000	EVREUX	2000	0232392465
Lycée Aristide Briand	1 rue Pierre Sémard	27 000	EVREUX	330	0232236900
Lycée Notre Dame	7 rue du Chantier	27 000	EVREUX		0232330642

Lycée Léopold Senghor	rue du Canada	27 000	EVREUX	310	0232288181
Lycée Henri Dunant	21 rue Henri Dunant	27 000	EVREUX		0232398250
Lycée Modeste Leroy	rue Pierre Brossolette	27 000	EVREUX	1200	0232622400
Lycée Horticole	route d'Orléans	27 000	EVREUX	1060	0232282632

Crèches	adresse	Code postal	Commune	Consommation annuelle en m3	Tél
Crèche Isambard	rue Isambard	27 000	EVREUX	1800	0232394253
Crèche Saint Michel	4 rue des Frères Montgolfiers	27 000	EVREUX	120	0232312206
Crèche de la Madeleine	rue Joliot Curie	27 000	EVREUX	700	0232232900
Crèche de Navarre	4 rue Dulcie September	27 000	EVREUX		0232331227
Crèche Joliot Curie	1bis rue Joliot Curie	27 000	EVREUX		0232230944
Crèche Duguay Trouin	4 rue Duguay Trouin	27 000	EVREUX		0232330723
Crèche Municipale	place Dupont de l'Eure	27 000	EVREUX	700	0232394253

Enseignement - écoles primaires	adresse	Code postal	Commune	Consommation annuelle en m3	Tél
Ecole de Nétreville Primaire	1 rue Jacques Cartier	27 000	EVREUX	845	0232332545
Ecole maternelle Desnos	1 square Paul Verlaine	27 000	EVREUX	550	0232282676
Ecole Primaire	10 rue Aristide Briand	27 930	ARNIERES	192	0232341147
Ecole du Clos au Duc Primaire	10 rue Pierre et Marie Curie	27 000	EVREUX	500	0232331597
Ecole du Clos au Duc Maternelle	10 rue Pierre et Marie Curie	27 000	EVREUX	513	0232394678
Ecole de Navarre Primaire	109 avenue Aristide Briand	27 000	EVREUX	942	0232330941
Ecole Maxime Marchand Primaire	11 rue Zola	27 000	EVREUX		0232230261
Ecole Maternelle	12 rue de la Dime	27 930	GUICHAINVILLE	1640	0232379058
Ecole Maternelle et Primaire	13 rue de Gravigny	27 930	HUEST	70	0232396702
Ecole Saint Pierre Maternelle	13 rue Saint Pierre	27 000	EVREUX	430	0232330142
Ecole Saint Jean	15 rue Jean Bart	27 000	EVREUX	80	0232392366
Ecole Romain Rolland Maternelle	15 rue Romain Rolland	27 000	EVREUX	1800	0232334689
Ecole Jean Macé	16 rue d'Artois	27 000	EVREUX	1200	0232332057
Ecole maternelle Jean Piaget	17 rue de la Côte Blanche	27 000	EVREUX	300	0232385803

Ecole maternelle Henri Valon	18 rue Saint Sauveur	27 000	EVREUX	1000	0232311979
Ecole Primaire	2 rue de la Libération	27 180	LES BAUX SAINTE CROIX	96	0232242164
Ecole Saint François de Sales	2 rue Portevin	27 000	EVREUX	3100	0232559694
Ecole du Puits Carré Primaire	22 rue du Puits Carré	27 000	EVREUX	520	0232331262
Ecole Paul Bert Primaire	29 rue Saint Sauveur	27 000	EVREUX	220	0232333257
Ecole	32 rue des Bordes	27 220	AVRILLY	183	0232678244
Ecole Joliot-Curie Primaire	35 rue de la Forêt	27 000	EVREUX	1551	0232230388
Ecole Joliot-Curie Maternelle	35 rue de la Forêt	27 000	EVREUX		0232230495
Ecole Jean Moulin Maternelle	38 rue Jean Moulin	27 000	EVREUX	300	0232332192
Ecole du Bois Bohy Primaire	4 rue A Bayet	27 000	EVREUX		0232332097
Ecole Victor Hugo maternelle	4 rue Victor Hugo	27 000	EVREUX	800	0232330562
Ecole Isambard maternelle	40 rue Isambard	27 000	EVREUX	60	0232330704
Ecole Jean Moulin Primaire	40 rue Jean Moulin	27 000	EVREUX	1800	0232332883
Ecole Victor Hugo	40 rue Victor Hugo	27 000	EVREUX	552	0232331286
Ecole Jean Moulin Primaire	42 rue Jean Moulin	27 000	EVREUX		0232330345
Ecole - annexe Primaire	45 rue Saint Germain	27 000	EVREUX	1000	0232330970
Ecole Maternelle et Primaire	5 place de la Mairie	27 930	LES VENTES	40	0232674741
Ecole Maternelle	6 rue Abel Lefebvre	27 930	ARNIERES	80	0232397412
Ecole Maternelle	6 rue de Gadenvilliers	27 930	AVIRON	31	0232394134
Ecole maternelle	6 rue Jean Bart	27 000	EVREUX	500	0232331762
Ecole Maxime Marchand Primaire	6 rue Zola	27 000	EVREUX		0232230271
Ecole Isambard	71 rue Isambard	27 000	EVREUX	400	0232393925
Ecole maternelle Pablo Picasso	8 rue de la Réverie 9 rue de la Cité Nouvelle	27 000	EVREUX	100	0232330906
Ecole de Navarre	8 rue Dulcie September	27 000	EVREUX		0232331047
Ecole Marie Cécile Primaire	9 rue Borville Dupuis	27 000	EVREUX	221	0232330142
Ecole Primaire	93 avenue Aristide Briand	27 930	GRAVIGNY	2020	0232331629
Ecole Maternelle	93 avenue Aristide Briand	27 930	GRAVIGNY		0232332770
Ecole Primaire	Allée des Moineaux	27 180	SAINT SEBASTIEN		0232335550
Ecole maternelle	Allée des Moineaux	27 180	SAINT SEBASTIEN		0232395406

Ecole	chemin de la Liberté	27 930	LE PLESSIS GROHAN	220	0232678169
Ecole	place René Cardin	27 220	PREY	200	0232378908
Ecole Immaculée Maternelle et Primaire	rue Aristide Briand	27 000	EVREUX		0232398770
Ecole maternelle - classes mobiles	rue Christophe Colomb	27 000	EVREUX	80	0232331010
Ecole maternelle Christophe Colomb	rue Christophe Colomb	27 000	EVREUX	400	0232331010
Ecole Paul Eluard	rue Christophe Colomb	27 000	EVREUX	178	0232331690
Classe mobile école de la Forêt	rue de la Forêt	27 000	EVREUX	10	0232230388
Ecole Joliot-Curie Primaire	rue de Melleville	27 000	EVREUX		0232230458
Ecole Jean Macé - annexe	rue de Sacquenville	27 000	EVREUX	800	0232332060
Ecole Primaire	rue de Saint Aubin	27 930	GUICHAINVILLE	439	0232379414
Ecole Maillot	rue de Vernon	27 000	EVREUX	220	0232330922
Ecole maternelle du Canada	rue du Canada	27 000	EVREUX	300	0232230861
Ecole maternelle et primaire Notre Dame	rue du Chantier	27 000	EVREUX		0232330642
Ecole des infirmières	rue du Docteur Baudoux	27 000	EVREUX	1000	0232338141
Ecole Dupont de l'Eure Bois Bouy	rue du Moulin de l'Abbesse	27 000	EVREUX	220	0232331331
Ecole maternelle	Rue François Millet	27 180	SAINT SEBASTIEN	509	0232386474
Ecole Primaire	Rue François Millet	27 180	SAINT SEBASTIEN		0232394646
Ecole Jacques Prévert Maternelle	rue Jules Ferry	27 000	EVREUX	820	0232380280
Ecole Michelet et A. Musset Maternelle	rue Michelet	27 000	EVREUX	1500	0232232498
Ecole Maxime Marchand Maternelle	rue Molière	27 000	EVREUX	1200	0232230521
Ecole Romain Rolland Maternelle	rue Romain Rolland	27 000	EVREUX		0232334690
Ecole Saint Michel	rue Saint Michel	27 000	EVREUX	400	0232330808
Ecole Romain Rolland Primaire	rue Romain Rolland	27 000	EVREUX		0232334790

Gros consommateurs	adresse	Code postal	Commune	Consommation annuelle en m3	Tél	Fax	Contact
Cuisine Centrale	rue Henri Becquerel	27 000	EVREUX	5500	0232230224		
CARREFOUR	route nationale 13	27 000	EVREUX	15 864	02 32 23 64 00		M. BOURLAND- chef de l'entretien

BLOC MEDICO CHIRURGICAL	Rue Lépouzé	27 000	EVREUX	56 000	02 32 33 80 08	02 32 33 87 74	C.I.H. Eure- Seine - M. Philippe VIOLETTE M. BURNOUF Jean Marc
RES.CITE LAFAYETTE	rue du Neubourg	27 000	EVREUX	12 566	02 32 39 83 83	02 32 39 83 89	Immo de France
ADMIN.PENITENTIERE	92 rue Pierre Sémard	27 000	EVREUX	39 378	02 32 39 84 84		
INTERMARCHE	1 rue de Fauville	27 000	EVREUX	14 234	02 32 39 86 00		M. LANIRAY
GLAXO WELLCOME PRODUCTION	rue Lavoisier	27 000	EVREUX	24 507	02.32.23.55.00		Mme Richard Responsable environnement
CONNECTEURS ELECT.DEUTSCH SA	17 rue Lavoisier	27 000	EVREUX	18 357	02.32.23.57.00		M. CHEVALIER
S.A.I.E.M.	3 tranche La Madeleine	27 000	EVREUX	10 309	02.32.28.67.50	02.32.28.48.4 4	M. JOUGLET
IMM.CEVENNES	rue Châteaubriand	27 000	EVREUX	11 351	02.32.28.76.48	02.32.28.07.8 7	Eure Habitat - M. LEBOURG
IMM.FAUCIGNY	rue Anatole France	27 000	EVREUX	11 444	02.32.28.76.54	02.32.28.07.8 7	Eure Habitat - M. BULANT
CHAUFFERIE ASP-GAV- OSS-PEY	rue Georges Duhamel	27 000	EVREUX	12 569	02.32.28.76.57	02.32.28.07.8 7	Eure Habitat - M. ADELIS
CORA EVREUX	avenue du Maréchal Foch	27 000	EVREUX	10 249	02.32.29.50.00		M Gourves responsable environnement
SONACOTRA	rue de la Marnière Riga	27 000	EVREUX	13 715	02.32.31.04.17		Mme Boutel directrice
MORY TRANSPORTS	149 rue Gay Lussac	27 000	EVREUX	13 094	02.32.31.47.71	02 32 39 64 82	M. Alain PRINCEE
PISCINE PLEIN SOLEIL	Rue de Russelsheim	27 000	EVREUX	51 538	02.32.31.73.68	02.32.31.53.6 8	M. PONCELET
CENTRE HOSPITALIER SPE.NAVARRE	62 route de Conches	27 000	EVREUX	49 067	02.32.31.76.76	02 32 31 76 86	M. MARIENNE
CLINIQUE PASTEUR	58 boulevard Pasteur	27 000	EVREUX	16 468	02.32.31.88.44	02.32.38.57.7 8	M. AUBERT
BETON CHANTIERS DE NORMANDIE	161 rue de Lome	27 000	EVREUX	11 284	02.32.33.24.30		M Capelle Responsable production
SOUS STATION DE CHAUFFAGE	rue Michelet	27 000	EVREUX	21 540	02.32.38.85.85	02.32.38.85.8 4	Sécomile - M. QUEMERE
RES.LA BUTTE MAILLOT	rue Marcel Paul	27 000	EVREUX	10 212	02.32.38.86.00	02.32.38.32.8 4	Eure Habitat - M. FRESNE
COMPIN	1 rue Du Guesclin	27 000	EVREUX	13 974	02.32.47.40.60		M David responsable environnement
INITIAL BTB	rue de Barbançons	27 930	GRAVIGNY	33 847	02.32.62.23.90		M Ciret Directeur

Exploitations agricoles	adresse	Code postal	Commune	Consommation annuelle en m3	Tél1	Fax
GAEC de la Ferme Fleurie	rue de la Censurière	27 000	EVREUX	1250		
HEBERT Maurice	4 rue Grande	27 180	ARNIERES	130	0232341054	
DE SAINT PRIEST Alain	rue de la Briqueterie	27 180	SAINT SEBASTIEN	480	0232330564	
DEBOMY Elie	rue de Monnerie	27 180	SAINT SEBASTIEN	450	0232335494	
MISSERY Philippe	1 rue du Château	27 180	SAINT	220		

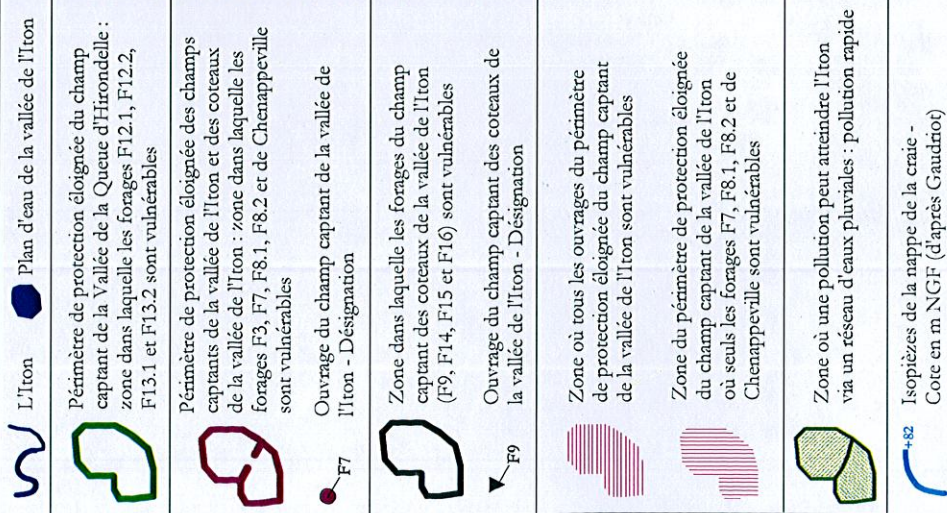
Annexes du plan de secours pour l'alimentation en eau potable du secteur desservi par l'UTEP

			SEBASTIEN			
DUBOS Régis	35 rue des Tourelles	27 930	AVIRON	2000	0232627631	
FLAMEN Francis	2 rue des Bordes	27 240	AVRILLY	330	0232678085	
LAUNAY Raymond	16 rue des Chênes	27 240	AVRILLY	650	0232670186	
COLSON Madeleine	11 rue du Château	27 930	GUICHAINVILL E	1300	0232379586	
EARL de la Galinette	rue de la Remise	27 930	GUICHAINVILL E	777		
EARL du Tilleul Blanc	rue de la Remise	27 930	GUICHAINVILL E	500	0232371442	
EARL des Moissons	56 rue des Moissonneurs	27 930	GUICHAINVILL E	400		
EARL le Ronceray de Melleville	2 rue Cantrel	27 930	GUICHAINVILL E	730	0232284508	
EARL de la Galinette	rue de la Remise	27 930	GUICHAINVILL E	4500		
DEWULF Olivier	365 rue des Coutumes	27 930	LE PLESSIS GROHAN	2550	0232674002	
CAMPAS Guy	15 rue d'Evreux	27 930	LES VENTES	1410	0232672500	
LETHRONE Philippe	4 chemin du Plessis	27 930	LES VENTES	1150		
HERVIEU Jean Claude	rue Lasneval	27 930	LES VENTES	1500	0232674772	
EARL les Marbonneaux Bourgeois	2 rue de Saint Luc	27 220	PREY	350	0232379523	
EARL les Marbonneaux Bourgeois	2 rue de Saint Luc	27 220	PREY	300	0232379523	

Plan de secours de la Communauté d'Agglomération d'Evreux

Figure n°4

Sectorisation des risques de pollution au niveau du périmètre de protection éloigné des champs captants de la vallée de l'Iton et des coteaux de la vallée de l'Iton



Plan de secours de la Communauté d'Agglomération d'Evreux

Figure n°1

Localisation des périmètres de protection éloignée des divers champs captants - Inventaire des sources potentielles de pollution

L'Iton ● Plan d'eau de la vallée de l'Iton

Périmètre de protection éloignée du champ captant de la Vallée de la Queue d'Hirondelle : zone dans laquelle les forages F12.1, F12.2, F13.1 et F13.2 sont vulnérables

Ouvrage du champ captant de la Vallée de la Queue d'Hirondelle - Désignation F12.1

Périmètre de protection éloignée des champs captants de la vallée de l'Iton et des coteaux de la vallée de l'Iton : zone dans laquelle les forages F3, F7, F8.1, F8.2 et de Chenappeville sont vulnérables

Ouvrage du champ captant de la vallée de l'Iton - Désignation F7

Zone dans laquelle les forages du champ captant des coteaux de la vallée de l'Iton (F9, F14, F15 et F16) sont vulnérables

Ouvrage du champ captant des coteaux de la vallée de l'Iton - Désignation F9

Source potentielle de pollution :

1 : station d'épuration de l'hôpital de la Musse

2 : entreprise MANUPARIS

3 : entreprise RMC

4 : station d'épuration de la Bonneville-sur-Iton

Déversement potentiel de cuve de produits phytosanitaires

Ligne SNCF

Portion de voie ferrée où un scénario de déversement a été envisagé

Déviations du SW d'Evreux

Portion routière où un scénario d'accident de la circulation et de déversement a été envisagé

Isopiezés de la nappe de la craie -

Cote m NGF (d'après Gaudriot)

Isocrones 50 jours des captages AEP (d'après Gaudriot)

Source du fond de carte : IGN, Cartes topographiques au 1/25 000 de Conches-en-Ouche (1913 E), d'Evreux (2013 O) et de Grosseœuvre (2014 O)

Archambault Conseil- PROLOG Ingénierie - octobre 2007

